

REVUE MENSUELLE

N° 3. FÉVRIER 1942



LE
CAHIER
* **JAUNE** *



SOMMAIRE

JACQUES DOKOT VOUS PARLE	1
UNE SOCIÉTÉ SECRÈTE JUIVE	3
Louis Domaine	
L'AFRIQUE DU NORD ET LA QUESTION JUIVE	6
Roger Dessert	
PARIS INCONNU	9
C.-E. Duguet	
LES SCANDALES JUIFS - MARTHE HANAU	11
André Saulémont	
LES JUIFS EN MÉDECINE	13
Docteur Fernand Quennoix	
AU CORPS SANITAIRE FRANÇAIS	14
Docteur Fernand Quennoix	
L'EMPRISE JUIVE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE	15
Martel Denis	
LES JUIFS DANS L'HISTOIRE	19
Laurent Vigier	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	23
Le Insoumis	
ACTIVITÉ DE L'INSTITUT	23
POUR RENDRE À LA FRANCE SON AME ET SON VRAI VISAGE	24
Paul Serrin	

JACQUES DORiot

VOUS PARLE

"CAHIER JAUNE" REMERCIE M. JACQUES DORiot D'AVOIR BIEN VOULU RÉPONDRE AUX QUESTIONS QUE NOUS LUI AVONS POSÉES

PENSEZ-VOUS, Jacques Doriot, que le système juit et le système bolcheviste n'aient quel que point commun ?

En réalité, nous nous trouvons devant un système identique de propagande et de domination. Le Centre Communiste de Moscou a été installé, au début de la Révolution communiste, par des Juifs. Ils continuent à l'être, nous en avons eu la preuve au cours de cette campagne de libération : dans l'armée rouge, la plupart des commissaires politiques qui remanent les unités russes, sont des Juifs.

Mais n'a-t-on pas de faire le jeu du capitalisme national, des traits de la toute puissance de l'argent contre le travail des nations.

Consommisme et socialisme sont aujourd'hui dans la même, comme sont eux-mêmes marxisme et capitalisme libéral.

Le système démo-socialiste n'est autre que l'instrument d'une race déprimée : la race juive.

Les Juifs ne sont restés compte de leur état et pour dominer les autres nations. Ils ont à leur disposition, mille moyens qui permettent de provoquer la dégradation des peuples qui leur sont opposés.

Il est bon de constater que les Juifs ne servent de séductions psychologiques par des idées d'expansion. Le communisme n'est, en réalité, que l'expression guerrière de l'antisémitisme.

Ainsi, les Juifs ont pu, grâce au communisme, réduire à l'esclavage le peuple russe. Dans l'expérience bolchevique, remanquée, il n'y a évidemment rien de social et de socialiste.

L'expérience bolchevique, après sa persécution, devrait être étendue à l'Europe tout entière.

Par quels moyens ?

Par la Révolution mondiale.
Et la Révolution mondiale ne peut être déclenchée dans tous les pays, en vertu une guerre glorieuse, roulez et polissez à la fois par les Nations et par les communistes.
Jeter les peuples les uns contre les autres, les faire d'entre-déchirer, afin d'instaurer sur leurs ruines, les Juifs-bolchevistes, voilà le plan que nous avons pu déceler. Voilà pourquoi il nous a semblé nécessaire et essentiel, pour l'avance de notre France, de participer à ce que l'Emancipation du monde SAURELLANT appelle : « La grande des temps nouveaux ».

Ce combat, mené avec clairvoyance par le chef suprême des Allemands, ADOLF HITLER, ne cessera, j'en suis persuadé, que lorsque « la place d'armes de la Révolution mondiale » sera rasée.



Nous devons dire here que la France participe, grâce à la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme, à ce combat international.

Le problème juit, à votre sens, peut-il être réglé en France, ou sommes-nous en présence d'un problème européen ?

Le problème juit est un problème de races. Nous l'avons exposé depuis longtemps. Ce problème ne pouvait être résolu complètement et équitablement que lorsque l'Europe sera débarrassée du bolchevisme, et lorsque l'Europe sera gouvernée et habitée par des Européens.

La France, comme en Allemagne, comme en Italie, comme en Angleterre, le Juit est un parasite, un étranger, un membre de la communauté internationale, ou plutôt, antinationale.

C'est en regard de corruption, de l'Europe contre les Juifs en Europe ; les Juifs d'Allemagne pour qu'ils agissent en France, les Juifs de France pour qu'ils agissent en Espagne, ou ailleurs. Il est par une fautive solution. C'est une solution provisoire, égoïste. Ce n'est même pas une solution d'égoïsme national. Car le Juit, installé dans un pays voisin, est aussi dangereux que s'il vivait dans notre pays même.

Il faut faire le Juit sortir hors de l'Europe, une fois pour toutes. Là, est la véritable solution.

Le Parti Populaire Français a eu un des groupements nationaux ayant lutté avec le plus d'efficacité, avant la guerre, contre les Juifs.

Quelle est la position du Parti Populaire Français, en ce moment, sur cette question ?

En effet, en France et en Alsace au Nord, le Parti Populaire Français a combattu, avec toute l'expression juive belliqueuse et antisémite, pour cette question ?

En effet, en France et en Alsace au Nord, le Parti Populaire Français a combattu, avec toute l'expression juive belliqueuse et antisémite, pour cette question ?

En effet, en France et en Alsace au Nord, le Parti Populaire Français a combattu, avec toute l'expression juive belliqueuse et antisémite, pour cette question ?

En effet, en France et en Alsace au Nord, le Parti Populaire Français a combattu, avec toute l'expression juive belliqueuse et antisémite, pour cette question ?

En effet, en France et en Alsace au Nord, le Parti Populaire Français a combattu, avec toute l'expression juive belliqueuse et antisémite, pour cette question ?

malgré les lois du Front Populaire et de M. DALADIER, qui protègent les Juifs.

Nous pourrions désigner les Juifs par leur nom, nous les appelons les « kitchoulés ».

D'abord et après l'effort de Munich, notre presse a été saisie, nos publications poursuivies et condamnées par l'Union des Juifs qui, nous, nous ont fait condamner à la mort, à la déchéance.

Mais ces menaces et ces représailles ne nous ont pas fait reculer. Au contraire.

Aujourd'hui, la position du Parti est toute simple. Le régime des Juifs est terminé. Celui des Français doit commencer. Nous n'hésitons pas à dire que les Juifs ont fait à la France.

Au Congrès national du Parti Populaire Français, le 25 mai 1941.

nous ferons, ainsi, dans notre discours, les données du problème tel et du problème ethnique.

« L'ordre vous attendait sur ce bel impératif : c'est la question de la France, un parti politique va proposer un programme de protection de l'ethnie française. Nous venons défendre les valeurs issues de notre longhérité ethnique et politique par le fait.

« Des hommes comme nous ont du problème. Mandelstam, sur l'ethnie française, va de Moscou sur le côté français, nous ont apporté des éléments essentiels pour faire notre politique. La France, dans les types qui sont nés par ce complexe essentiellement des Mandelstam, des sub-Mandelstam, des Alsace, des sub-Mandelstam et des Mandelstam.

« Or, la caractéristique commune de tous ces types, qui font la base de notre pays, c'est l'espérance : c'est leur esprit de culture : c'est leur besoin de se protéger et d'être dans un très grand nombre de valeurs essentielles qui font le génie de la population française. La race résulte de la France à deux des valeurs essentielles insurmontables.

« A la différence des éléments essentiels de notre culture, il est des types qui ne s'inscrivent pas. Au premier chef, la race juive. Les hommes essentiels qui sont présents l'ont particulièrement démontré. La question juive, comme dans l'Alsace, ne se mélange pas à notre ethnique. Ce qui fait d'Israël une question essentielle à Israël, la de nos pas d'Israël font nous obligent à résoudre la question.

« Le thème de l'espérance. LE TIT ET LE PAS LE DROIT D'ESPÉRER UNE FRANÇAISE, QU'IL SE MARIE AVEC NOUS.

« Mais, en outre, nous Français, posséder des moyens de protection d'une race des gardes, des moyens essentiels comme les autres populations, comme l'essence de protection des autres ethnies d'une grande blancheur.

« C'est cet ensemble de conditions qui permettent le retour d'une race qui est l'ethnie même au l'ethnie des types qui existent. Elle la représente une unité ethnique, et qui fait de conséquence, une unité ethnique. Mais nous venons remettre la France et la France reprendra dans la source des valeurs la place qui lui revient.

« Avant la guerre, nous avons été le pionnier du « Front de la Liberté », organisme d'Action nationale que nous avons créé contre le Front Populaire.

« Ne pensez-vous pas que si l'Union Nationale Française n'a pu se réaliser, cela n'est pas en partie imputable aux Juifs ?

« Il est évident que si l'Union de tous les partis, que le programme avant la guerre - P. S. F., P. P. F., P. R. R. S., etc., avait pu se

réaliser, nous n'aurions pas eu la guerre, et cette France n'aurait pas été vaincue. Il appartenait, plus tard, aux historiens, d'expliquer pour quelles raisons on a refusé l'Union proposée par le P. S. F.

« Je le salue à quel motif M. de La Roque a été, lorsqu'il a refusé l'union avec les autres partis nationaux.

« Mais, dans l'entourage immédiat de M. de La Roque, l'influence juive était considérable. Ce n'est pas facile. Et, alors que la grande majorité du P. S. F. était notamment présente contre l'union, même des Juifs, M. de La Roque n'hésitait pas à encore insister dans « Le Flambeau » :

« DES ISRAËLITES, NOUS EN AVONS DE TRÈS CHÈRES DANS NOS RANGS ».

« Ce qu'il y a de sûr, c'est que, dans notre besogne de discussion nationale, si on regarde bien, on trouve un Juif ou plusieurs !

« Les alliances d'argent sont fortes, mais la volonté des Français courageux et décidés est plus forte encore.

« C'est sans hésitation se lève avec tous les gens sincères, loyaux, braves.

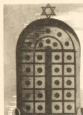
« Il faut le réaliser. Le salut de la nation est à ce prix. La France commence à entrevoir le danger. Elle commence à se réveiller. Notre peuple, trompé par les Thiers, les Dufour, les Blum, les Gramsci, prend conscience des forces élémentaires de la France - le sol, le ciel, le ciel.

« Dans quelques semaines d'attente à Paris, une exposition symbolique. « LE BOLCHEVISME CONTRE L'EUROPE. »

« Cette exposition est organisée par le Comité d'Action bolchevique avec le concours de notre Parti. Elle prouvera à des centaines de milliers de personnes, que la commission et le judaïsme, voulant ensemble assassiner la nation.

« Nous sommes prêts à ce moment où nous ne devons pas seulement affirmer que la France ne peut pas mourir. Nous devons prouver par notre action commune, qu'elle n'est pas morte.





UNE SOCIÉTÉ SECRÈTE JUIVE

L'ORDRE INDÉPENDANT DES B'NAI B'RITH

L'Ordre indépendant des B'Nai B'rith a été fondé à New-York en 1843.

Cette année-là, le monde juif venait d'être secoué par une intense émotion à la nouvelle des tortures infligées par Méhémet-Ali à plusieurs arabes compris dans l'assassinat du Pacha Thénar, supérieur des Capucins de Damas.

A Paris, à Londres, à Vienne et Washington, Crémieux, Sir Moses Montefiore et leurs amis avaient intrigué pour obtenir la libération des coupables. Après trois ans d'efforts, ils avaient eu gain de cause, mais le succès avait rendu audacieux quelques juifs new-yorkais fraîchement initiés d'ailleurs, qui profitèrent de l'occasion pour créer un grand organisme permanent de défense.

L'association fut basée sur les principes les plus larges, de façon à n'exclure personne. Ses statuts n'imposaient tout d'abord ni croyance dogmatique, ni cérémonial, une seule chose était demandée à ses membres : se souvenir qu'ils étaient les fils de l'Ancienne Alliance, les B'Nai B'rith, s'enfuir pour sauver le peuple israélite et ses traditions.

Le succès fut tout de suite assez grand : en 1857, les B'Nai B'rith étaient près de trois mille, ce qui était considérable pour une société secrète aussi jeune.

Ses chefs s'appelaient Henry Jones, Julius Ben et David Einhorn.

Julius Ben était né à Naurbourg, près de Cassel. Après avoir fait ses études de lithographe à Francfort, il était venu s'établir aux États-Unis vers 1850. Grand voyageur, il retournait plusieurs fois en Europe pour ses affaires et profitait de ses voyages pour fonder des loges sur le vieux continent.

David Einhorn avait été grand rabbin du Mecklenbourg-Schwerin. Ses opinions extrémistes avaient attiré sur lui l'attention du gouvernement. Cédant à l'inquiétude, il était allé chercher refuge à Budapest (1852), mais là, son naturel imprudent n'avait pas tardé à reprendre le dessus et la police hongroise, agitée par son besoin d'agitation, l'avait pris, trois ans plus tard, de chercher un autre terrain d'expériences sociales. C'est alors qu'il était venu à Baltimore, où il avait pris la tête du mouvement sécessionniste.

En 1857, deux ans après son arrivée en Amérique, il avait conquis, chez les B'Nai B'rith, une place telle que, sur ses conseils, le Corps suprême avait imposé un statut à l'Ordre sous prétexte de l'adapter à « l'esprit de progrès ».

Depuis, il se développait toujours : en 1868, les B'Nai B'rith étaient vingt mille, groupés sous la juridiction de six grandes Loges de districts, dont les sièges étaient à New-York, Cincinnati, Philadelphie, San-Francisco, Baltimore et Chicago.

La première loi que les B'Nai B'rith furent mobilisés, ce ne fut pas pour défendre un pauvre bête victime de l'intolérance et du fanatisme, ni même pour sauver le gain-pain de quelques boutiquiers en détresse, mais pour ouvrir le marché suisse aux immigrants juifs d'Afrique. Les B'Nai B'rith devaient du premier coup les démons de l'impérialisme d'Israël.

Les États-Unis et la Suisse négociaient un traité de commerce. La Suisse, qui avait pris des mesures sévères contre les possibilités d'accapement du commerce local par ses ressortissants israélites, n'avait aucune raison de laisser des juifs américains travailler librement sur son territoire.

De Washington, David Einhorn fit campagne contre le projet de traité présenté au Sénat en 1851 et réussit à le faire rejeter. Quelques années plus tard, le juif américain Goodman ayant été expulsé de La Chaux-de-Fonds, des manifestations furent organisées en son honneur à Pittsburg, Indianapolis, Charleston et Baltimore. David Einhorn leur fit écho dans son journal, « Sinai ». L'affaire balança en longueur. Finalement, Goodman repart, en 1860, l'autorisation de retourner en Suisse.

Cependant, le Comité des délégués juifs américains n'aurait pu à tort des modifications législatives en faveur de ses protégés à éliminer des cantons helvétiques. En 1874, à force de persistance, il avait gain de cause : la plénitude des droits civils était accordée aux israélites sur tout le territoire suisse.

Certes, les B'Nai B'rith ne pouvaient se glorifier d'être les seuls amis de cette victoire : une bonne part en revenait à l'Alliance israélite universelle. Mais ils avaient eu une première occasion de signaler leur force au judaïsme américain qui commença à fonder des espoirs sur eux.

L'Europe balcanique devenait leur grand sujet de préoccupations. Pour obtenir des renseignements sur elle, ils avaient réussi un coup de maître : faire nommer consul des États-Unis à Bucarest un homme à eux ; non pas l'un quelconque de leurs membres, mais leur Grand-Maître, le fondateur de leur journal « La Menorah (1) » : Benjamin Peixotto, l'un des hommes les plus riches de l'Union.

Il avait fallu, pour y arriver, vaincre bien des résistances, en particulier celle du Président Grant qui avait, tout d'abord, répondu aux sollicitations qu'entre autres choses, l'argent lui faisait défaut pour la création de ce poste. Sans hésiter, les B'Nai B'rith avaient fourni les fonds nécessaires et Peixotto s'était installé à Bucarest. Il y avait gagné la confiance du Prince Charles et obtenu de lui des renseignements de premier ordre sur l'état de ses coreligionnaires et la situation générale de l'Europe.

Ses rapports furent exploités par les juifs d'Amérique qui

(1) Menorah veut dire : chandelier à sept branches.

en trécent, à différentes reprises, des salets de notes pour les diplomates américains, en particulier lors des manifestations antisémites de Roumanie.

Travailleur infatigable, Perazzo ne se contenta pas d'inspirer le diplomate américain : il organisa le judaïsme roumain et fonda à Bucarest une **Société de Zion** qui devint, quelques années plus tard, une Loge de **B'Nai B'rith**, comme il l'avait espéré.

Pierres de ce nouveau succès, les **B'Nai B'rith** pensèrent que la fin de la guerre russo-turque allait être l'occasion d'un règlement durable de la situation balkanique et qu'il convenait d'en profiter pour améliorer le sort des juifs de la péninsule.

Le congrès de Berlin (1878) étudia, en effet, toutes ces questions. Il fut précédé d'un congrès venu à Bruxelles à l'instigation de Perazzo et des **B'Nai B'rith** mais, en dépit des efforts de Darvas et de Waddington (l'ami de Comenius), de l'Alliance anglaise universelle et des **B'Nai B'rith**, les juifs ne réussirent pas à faire appliquer par les Roumains le traité signé sous la pression des grandes puissances qui rétablissait l'octroi des droits civils et politiques à tous les habitants de Roumanie. Crémieux avait eu plus de chance huit ans plus tôt, quand il avait profité de la déléga pour faire reconnaître en bloc les juifs d'Algérie !

Ce demi-échec n'arrêta pas le développement des **B'Nai B'rith**. En 1882, une Loge fut ouverte à Berlin par Moritz Elinger, juif bavarois, qui avait émigré aux Etats-Unis en 1854 où il était devenu l'éditeur de « *Le Messiah* », du *Jewish Times* et le secrétaire du Comité exécutif de l'Ordre. D'autres Loges furent fondées, peu après. Elles furent solennellement inaugurées par Julius Rees, venu tout exprès d'Amérique.

Les **B'Nai B'rith** s'attaquèrent alors à la Russie des tsars. Celle-ci se défendait avec énergie contre une révolution qui se prétendait libérale et cherchait à s'imposer par la terreur. Les juifs, réfugiés aux Etats-Unis après leur expulsion de Moscou par le grand duc Serge, s'efforcèrent d'intervenir la lutte contre le régime tsariste en profitant de voyages d'affaires en Russie. Le gouvernement de Saint-Petersbourg leur refusa tous passeports.

Pendant trente ans, les **B'Nai B'rith**, soutenus par tous les groupements juifs d'Amérique, firent l'impossible pour être reconnus le droit de se déclarer : signatures de pétitions, manifestations de « masses », intrigues dans les ambassades.

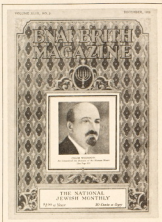
Le tout fut fermé sur ses positions.

Les juifs perdirent ainsi gain de cause à l'issue de la guerre russo-japonaise, quand Nicolas II fut contraint d'envoyer à New-York l'épave d'une juive, le comte Witte, négocier avec les plénipotentiaires japonais. Jacob Schiff et Seligman, administrateurs des banques d'affaires les plus riches du Nouveau Monde, vinrent trouver ce dernier, dans la compagnie d'Adolphe Kraus, président des **B'Nai B'rith**, et lui demandèrent avec insistance la modification de la politique juive de tsar.

Revenu dans son pays, Witte tenta de leur donner satisfaction, mais il fut débordé par les troubles révolutionnaires qui mirent en danger la vie de l'Empire et contrainquirent l'émigration russe à une répression sévère du marxisme.

Juins 1917, la Russie connaît dès lors un repos complet. Pour venger cet échec, Jacob Schiff, ami et collègue de l'ancien des **B'Nai B'rith**, obtint, en 1911, le président Taft à dénoncer le traité de commerce russo-américain qui datait de 1832.

La révolution bolchevique, qui permit aux juifs de conquérir tant de places en Russie, donna aux **B'Nai B'rith** la possibilité de réaliser un rêve caressé depuis longtemps : procurer des terres aux prolétaires de Crimée en leur fai-



sont remettre les fonds nécessaires à leur acquisition par un organisme créé tout exprès : **L'Ago-Joint Corporation**.

Opération de grande envergure, aisément réalisable pour une organisation puissante, disposant d'immenses capitaux et de nombreux appuis gouvernementaux. Mais, l'histoire des **B'Nai B'rith**, depuis 1850, n'est-elle pas faite des victoires remportées sur les Etats hostiles ou simplement peu favorables au judaïsme ?

De tels succès ne s'expliquent que par l'importance prise par les **B'Nai B'rith** aux Etats-Unis.

Parmi leurs commanditaires, ils ont compté Felix Warburg, associé de la Banque Kuhn, Loeb et Cie ; parmi leurs membres, des juges à la Cour suprême comme Albert Cohen et Cardozo ; des hommes politiques de premier plan, comme Herbert Lehman, gouverneur de l'Etat de New-York, et Elihu Root, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants ; des rabbins, comme Stephen Wise, l'un des chefs du mouvement mondial.

Pour gagner la jeunesse, ces hommes ont fondé, dans une dizaine d'universités américaines, des centres de culture juive, appelés du nom d'un docteur de la Loi du temps d'Hérode, Fondation Hillel.

Les **B'Nai B'rith** d'Angleterre, qui sont influents à Londres, Liverpool, Manchester, Leeds, Brighton et qui comptent parmi leurs adhérents des personnalités de l'importance de Charles Weizsäcker, l'un des négociateurs de la déclaration de M. Balfour sur la fondation de l'Etat juif (2 novembre 1917), ont suivi cette voie : ils ont fondé des « Sous-Comités culturels » qui soutiennent de leur mieux l'Union juive de l'Université de Londres, l'Association Talmud-Thora et la Congrégation hébraïque unie.

Ainsi, les **B'Nai B'rith** sont-ils arrivés à donner une cer-

taîne cohésion aux colonies juives des pays anglo-saxons. Celles-ci ont pu entreprendre des Mées de longue haleine sur le plan international et entamer la lutte avec violence contre tous ceux qui pourraient, d'une façon quelconque, s'opposer aux desseins de l'impérialisme juif.

Aux Etats-Unis, les **B'Nai B'rith** ont fondé l'**Anti-Defamation League** pour abattre les ostéistes. Ceux-ci ne seraient être, à leurs yeux, que des diffamateurs. En Angleterre, la lutte avait été organisée, quelques années avant la guerre, avec l'Association d'artisans juifs - **Workers Circle** - et la délégation du judaïsme anglais **Board of Deputies**, qui avaient fondé un comité de presse, mobilisé les syndicats d'ouvriers britanniques, les quarante et quelques synagogues juives de l'île, les sociétés coopératives, les organisations sionistes et les avaient fait marcher derrière le **Northern Council against Racism**.

Des priants et des camps de concentration où ils ont été enfermés depuis le début de la guerre. Sir Oswald Mosley, le capitaine Ramsey et plusieurs milliers de leurs amis savent ce qu'il en coûte de s'opposer aux plans d'Israël si l'on se peut respecter sur lui une victoire-éclair!

Cependant, les Loges de **B'Nai B'rith** soutenaient le mouvement sioniste et lui faisaient parvenir des sommes considérables pour l'achat de terres en Palestine et le voyage des émigrants.

D'autre part, les **B'Nai B'rith** faisaient les plus grands efforts pour donner aux antisémites juifs le moyen de se lier au Mexique. Là ont réussi à ce point que les Mexicains d'origine espagnole ont été systématiquement dépouillés de leurs biens, à l'heure actuelle, le commerce local est, d'une façon à peu près complète, passé aux mains des enfants de l'Indes.

Dans pays anglo-saxons, l'Ordre des **B'Nai B'rith** s'est développé aux Pays-Bas, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Turquie, Bulgarie, Grèce, Yougoslavie, Syrie, Palestine, Egypte, à Bagdad, à Panama, à Shanghai.

L'Allemagne est un des premiers pays qui ait secouru leur joug. C'est un de ceux, il est vrai, où la proportion des membres de l'Ordre était la plus forte : l'Amérique comptait 1 **Ben B'rith** pour 760 juifs ; l'Angleterre : 1 sur 350 en Allemagne : 1 sur 38.

D'autre part, la Loge des **B'Nai B'rith** de Berlin servait de lieu de réunion à presque toutes les associations juives : plusieurs de ces dernières, et non des moindres, étaient comprises dans les mouvements marxiste et pseudo-socialiste de la Société des Nations.

L'activité politique de l'Ordre a cessé en avril 1937 avec l'annexion de cet quatre-vingt-cinq membres les plus influents et la confiscation de ses immeubles.

Quelques mois plus tard, le Roumanie s'engageait dans la même voie, sans réussir, d'ailleurs, à mettre tout de suite les **B'Nai B'rith** hors d'état de nuire.

La France est un des derniers pays où les **B'Nai B'rith** se soient installés. La fondation de la Loge parisienne date de 1932. Elle a vu le jour après des années d'efforts.

Dès 1925, un juif russe avait cherché à intégrer le grand rabbin de France à sa création. S'il n'avait pas réussi, c'est vraisemblablement que la venue des **B'Nai B'rith** en France portait ombre à l'Alliance israélite universelle.

Si on lui plus tard ce juif russe arrivait enfin à son but. C'était un habile homme, qui avait montré son savoir-faire en Russie.

Il s'appelait Henri Slonberg. Né dans une petite bourgade perdue dans la Russie blanche, il était devenu avocat à Saint-Petersbourg, membre du Parti libéral, puis conseiller juridique du ministère de l'Intérieur du tsar, président de la Commission juive de Pétersbourg. L'arrivée au pouvoir de Kerensky avait éveillé chez lui les plus grands espoirs, mais le ministère de Kerensky n'avait duré que

quelques mois et Slonberg était trop compromis avec lui pour ne pas chercher refuge à l'étranger quand les bolcheviques prirent le pouvoir en octobre 1917.

A Paris, il s'était confiné dans la politique secrète, mais il y avait réussi : le jour de l'installation de la Loge n° 1151 des **B'Nai B'rith**, rue Blanche, un des personnages les plus en vue du judaïsme anglais était venu célébrer son triomphe.

Quelques années plus tard, Slonberg mourut avant d'avoir vu éclore tous les fruits de son travail.

Le secret qui pèse sur toute l'organisation des **B'Nai B'rith** était plus hermétique à Paris qu'ailleurs. Il ne nous a pas encore été possible de savoir tout ce que nous voudrions sur l'activité de la Loge n° 1151. Nous savons seulement qu'elle ne tarda pas à quitter la rue Blanche pour le 122, rue La Boétie, et qu'à la veille de la guerre son âge avait été ramené 55, rue d'Anvers.

Slonberg voulait qu'elle parlât aux juifs russes l'accès de notre pays. Les décrets du Front populaire tendaient à prouver qu'elle a connu, dans ce domaine, des succès inespérés.

D'autre part, son président, Saby Amos, a dédié que l'un de ses principaux buts était de cultiver le nationalisme juif.

Cet aveu donne la raison profonde du secret des **B'Nai B'rith** : les juifs ne pouvaient se disperser dans le monde, conquérir droit de cité un peu partout qu'en jouant la comédie de l'assimilation, à la vie locale.

En faisant cette confession, Saby Amos a justifié par avance toutes les mesures prises contre les juifs dans leur ensemble, et les **B'Nai B'rith** en particulier.

Louis DUMAINE.





L'AFRIQUE DU NORD ET LA QUESTION JUIVE

Lorsque la loi du 20 mars 1945 est créé pour l'ensemble du territoire national, un Commissariat général aux Questions juives, son titulaire Xavier Vallat, entre autres déclarations à la presse, fit celle-ci stupéfiante : « Ne l'oubliez pas : il n'y a pas de problème juif de l'Afrique du Nord à résoudre ».

Boulle L.

Le problème juif est, là-bas, précisément le problème des problèmes, car rien n'a été résolu — encore moins qu'en France, ce qui n'est pas peu dire !...

Il ne s'agit que de l'Algérie, seule faisant porte, en Afrique du Nord, du « territoire national ». L'attribution du sinistre décret Crémieux y est restée latente, « insipide », pour employer le terme de Monsieur Lebeureu.

La loi nouvelle, quand on l'applique — vraiment — ne l'est qu'avec une inconcevable timidité, pour ne contrarier aucun intérêt, ne blesser aucune susceptibilité...

Or, de tout temps, le juif a constitué pour l'Afrique arabe le plus dangereux des éléments désagrégeateurs.

Dans l'antiquité, les juifs, même aux Carthaginois, ont déjà transposé les affaires publiques de la ville de Didon la fugitive en « affaires » tout court. Ils ont fait, prévoir la « manière britannique », poussant les peuples au combat, évitant pour régner, tendant à la maîtrise des mers et suscitant les guerres puniques.

Plus tard, favorisant les hérétiques donatistes, ils ont poussé le comte Boniface, sous prétexte de recouvrer la paix, à faire appel aux Vandales, si bien qu'ils séparèrent du tronc romain le vigoureux rameau nord-africain...

Durant des siècles, les conquérants d'Islam les forçaient à baisser humblement leur tête couffée de la catrouche noire et à recevoir la « oûlâte de leur pièce ».

Puis, par lettres patentes délivrées à Chanceneux, le 28 mai 1577, Henri III couronna à Tunis et à Alger des consuls de France, « pour y tenir un ordre politique et de justice ». Immédiatement, les juifs invoquant des raisons plus ou moins valables, en envahirent les chanceries pour obtenir des « patentes de protection », qui leur permettaient de se soustraire à leur condition humiliante de tributaires, où les tenaient les Princes musulmans — tous leurs efforts tendant, désormais à se soustraire à l'autorité du gouvernement qui les tolérèrent, cela en conformité de leur tradition séculaire...

Une puissance, entre toutes, leur était chère : l'Angleterre, qui, en 1823, avait à son tour créé des consuls en pays barbaresques. L'Angleterre, notre vieille ennemie, qui multipliait ses intrigues, distribuant les patentes de protection, l'or et les armes, moins pour servir ses propres intérêts, que dans la vue de nuire aux nôtres.

Après notre installation en Algérie, juifs et franc-maçons travaillèrent de concert à mettre sous l'obédience de Londres ces terres arrosées de sang français et défrichées, fertilisées par nos colons. Les uns et les autres suscitèrent de constantes difficultés, surtout lorsque le décret Crémieux fut incorporé les fils d'Israël à la communauté française.

...

Dans son beau livre « La Grande pensée de Bonaparte », Pierre Costantini donne un extrait d'une brochure peu connue de Philippe Guedalia, publiée en 1935 sous le titre « Napoléon et la Palestine », où l'Empereur s'exprime en ces termes : « Aucun gouvernement ne pourrait exister impossible ou spectacle de cette belle province ravagée par l'usure et livrée à une vile peuplade dégradée, capable des actes les plus bas, les juifs ». Napoléon lui-même allusion à l'Alsace : ses paroles valent pour l'Algérie.

Eduard Drumont, de son côté, a écrit : « L'usure juive qui d'affaire en certains pays des proportions incroyables, notamment en Alsace, n'est rien à côté de l'usure arabe ».

A côté de l'Arabe qui se bat, il y a une race abjecte qui ne vit que de trafic honteux, qui presse jusqu'au sang les malheureux qui tombent sous ses griffes, qui s'enrichit de la dépouille d'autrui. C'est à cette race qui émettent acquies, après les décrets de 1870, toutes les sympathies du gouvernement de la Défense Nationale et plus particulièrement de Crémieux.

Quoi d'étonnant ? Crémieux, de son vrai nom Itze Aaron, n'était-il pas souverain maître du Rite écosais, ancien accepté, président de l'Alliance Israélite Universelle et l'un des chefs de la démocratie française. Contre l'Empire, n'aimait-il pas la révolution maçonnique ?

Bref, d'accord avec le juif Gambetta (dit Gambardé), il fit prendre un décret déclarant Français, en bloc, les indigènes arabes des départements de l'Algérie : pour le vieux youste à la légendaire robe de chambre à revers jaunes, ce fut une joie, la plus grande de sa vie, dit-il, que

de donner à 30.000 de ses coreligionnaires le titre de citoyen français.

Après l'héroïque défense de Wissembourg par les Turcs, quelle compensation de la population musulmane, puis quel mépris pour les Français, qui se voyaient au rang des juifs !...

Dans toute l'Afrique du Nord se soulevèrent des tribus, lèves et belliqueuses.

Le temps fit son œuvre d'apaisement... de résignation.

En 1890, Burdeau protesta contre l'exploitation de l'Algérie par l'usurier juif : « Est-ce pour faciliter de tels abus que la France a introduit ses institutions dans la colonie ? » s'écria-t-il, indigné. En 1898, de graves mouvements anti-juifs éclatèrent partout en Algérie, en protestation contre l'infâme décret.

On a objecté un peu vite : « Mais, l'effet a suivi la cause à un quart de siècle d'intervalle... »

Voire : les émeutes de 88 eurent une cause économique d'abord, la mévente des vins, qui provoqua chez nous les troubles agitateurs de Champagne et du Midi... La crise économique née de la mévente provoqua la mévente de l'indigène. L'usurier juif intervint pour se faire payer, mais, alors, l'explosion de la colère populaire fut immédiate contre ce décret qui mettait le juif au-dessus de ceux qu'il exploitait impunément, voilà tout !. Tant qu'il a mangé à sa main, le peuple d'Algérie a protesté.

La situation était identique en 1935, au plus fort du

« malaise algérien ». La crise sévit avec plus d'intensité, aujourd'hui, car il n'y a rien de changé en Algérie. Toujours Israël régit en malice détestée, avec sa clique stépidité de maçons et de fonctionnaires ennemis de la Révolution nationale.

Ces derniers ne comprennent-ils pas que la France doit s'intégrer dans le nouvel état communautaire européen et commencer par se débarrasser de ses juifs ?... Non : que périsse la France, mais que vivent les juifs, pensent trop de sponctueux criant au pogrom et au retour à l'abracadabrement.

Ils ne voient pas que le Musulman, trop longtemps baïonné, dupé, en a marre, qu'il ne veut plus, chez lui, d'oppression juive, que le peuple d'Afrique se lève pour chasser lui-même le juif, comme en Allemagne il a été chassé non par un parti politique, mais par le peuple allemand.

Israël a chassé les Romains d'Alrique : il a détruit l'empire d'Occident reconstruit par Napoléon : va-t-il faire en sorte que la France, vaincue, paralysée, soit anéantie de l'Algérie ? Le laissera-t-on faire ou prendra-t-on contre ce maudit les mesures de salut sans lesquelles les Musulmans nous chasseraient des pays du Maghreb ?...

Roger DESSERT.

Professeur à l'Institut International des Hautes Etudes de Vienne
(Créer : Origines des relations entre Nations d'Orient et Pays Occidentaux, Office de la Méditerranée)



Deux vues prises au cours de la cérémonie de l'Arbre de Noël, offert par l'exposition « Le juif et la France ».

LE JUIF ET LE DROIT POSITIF FRANÇAIS

Nous terminions précédemment en déplorant que la loi du 2 juin 1941, qui est la charte actuelle des Juifs en France, ne comporte pas une définition satisfaisante du Juif.

L'article premier de cette loi est, en effet, ainsi conçu :

1° Celui ou celle, appartenant à une confession quelconque, qui est issu d'un ou de deux grands-parents de race juive, ou de deux seulement et son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Et regardé comme Juif de race juive le grand-père ayant appartenu à la religion juive.

2° Celui ou celle qui appartient à la religion juive ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive. Le non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

On remarque, tout d'abord, que cette définition — si tant est qu'il y ait définition — dénature, en s'en remettant au critérium religieux, le véritable terrain sur lequel doit être placée la question juive.

La pratique, d'autre part, montre que la définition se révèle trop souvent inopérante, tant elle prête à la fraude et permet d'échappatoires nombreuses.

Si l'est, certes, très difficile d'adopter, pour entrer dans une définition du Juif, un élément constant et commun à tous les Juifs, c'est néanmoins une erreur de s'être renversé le facteur religieux comme unique critérium pour une telle définition.

Cela tend à laisser penser, à première vue, que le règlement de la question juive revêt chez nous un caractère uniquement confessionnel, alors qu'au contraire, le seul point de vue auquel doit être résolue la question juive est le point de vue racial.

Le souci de la protection de la race française est le seul qui doit dominer la question.

Ce n'est donc pas une attitude moderne contre des infidèles qui est amorcée, c'est au contraire et c'est plus tout à la fois.

Il est donc fâcheux, pour cette première raison, que le législateur du 2 juin 1941 ait eu devoir se fonder sur le seul critérium religieux pour déterminer qui est Juif ou qui ne l'est pas.

Il est fâcheux aussi que la loi ne soit pas plus complète en ce sens qu'elle laisse pratiquement en dehors de son application certains Juifs, nombreux chez nous, et qui sont pourtant les plus redoutables, parce que, souvent, ils ont une ou plus regrettables caractéristiques de leur race, les traits de leur origine suspecte. Tel est le cas des enfants naturels ouvertement issus de Juifs, des mérités et ces nombreux mérités, élevés en France depuis peu, fleurant le Juif, mais sans ascendance connue ou contrôlable.

Ces individus peuvent continuer librement à se mêler à notre société et à notre sang.

Ce n'est pas une platonerie que de faire remarquer à cet égard que la loi du 2 juin 1941, en se fondant, pour décider qu'un individu est Juif ou non, sur la recherche de la religion pratiquée par lui ou ses ascendants, ne va qu'à plus facile et troppe d'abord, comme toute, les membres de familles juives « régulières » ou se trouvant depuis plusieurs générations en France.

Elle donne ainsi l'impression de s'en prendre surtout à ce qu'il y a de moins indérivable parmi les Juifs ; à ceux qui sont connus dans la société et qui sont les moins dangereux du point de vue racial parce qu'ils se perpétuent entre eux ; à ceux, enfin, qui, Français depuis plusieurs générations, ont partagé les vicissitudes de notre pays et pour

avoir parfois payé de leur personne, se sont acquis des titres de civisme.

Or, ce sont ceux-là, dont on peut remonter les générations chez nous, qui pourraient être frappés d'abord, alors que le Juif métrique arrivé depuis peu d'on ne sait où, dont l'accent comme le langage blesse avant le ruse et le petit séducteur, demeure triomphant au milieu de l'étranger.

Devant de tels exemples, M. Tordemoulin, qui ignore tout de la question juive, est désempé : il ne comprend pas, il s'indigne et crie à la persécution.

Sans doute, il a tort... mais il est trompé par ce qu'il voit. Les textes mal pris en pareille matière servent les intérêts des Juifs et vont au rebours du but poursuivi.

Attention ! car, des nouvelles sèches qu'on lui envoie, le Juif sait se faire de bonnes armes.

Mais c'est aussi dans son application pratique que l'insuffisance de l'article premier de la loi du 2 juin se révèle, on peut le dire, avec éclat.

La pratique a déjà eu le temps de démontrer qu'il est facile d'obtenir des certificats de complaisance ou apocryphes établissant que tel Juif ou tel de ses ascendants Juifs étaient d'obédience catholique ou orthodoxe.

On sait que les registres des paroisses, comme les registres tenus dans les temples des autres confessions, n'ont pas un caractère officiel ni surtout d'authenticité, et que rien n'est plus facile que de les falsifier impunément par voie de modification ou d'addition.

Sous prétexte que les minutes prises chez les Juifs auraient l'aspect d'une lutte « catholico-juive », on rencontre beaucoup trop de complaisances coupables dans les milieux et chez des personnes qui devraient, au contraire, être les soutiens et les témoins des efforts faits pour le redressement moral du pays et l'assainissement de sa race.

Il s'agit, de plus, créé, et il existe, des officines qui, moyennant finances, se chargent de délivrer à qui le demande des extraits de baptême, certificats de mariage ou de première communion, brevets de catéchisme de persécution, etc. Les registres, ou de prétendus registres de paroisses, aujourd'hui disséminés, ont été utilisés avec succès à ces fins.

Décider donc, ainsi que le fait la loi française, de la race d'un individu uniquement sur le fait existant de son rattachement ou non à une confession ou à un autre culte, est une méthode d'autant plus approximative qu'elle laisse toutes les possibilités de fraude et qu'elle est totalement inopérante d'apprécier l'individu sans ascendance ou qui est venu détaché de toute confession.

A lui seul, le facteur confessionnel, retenu comme unique critérium du Juif, apparaît donc comme inopérant et insuffisant.

Cela, certes, ne veut pas dire qu'à l'inverse de ce qu'a fait, au contraire, il faille systématiquement l'écarter ; il doit, au contraire, être conservé comme un élément important d'appréciation, mais non pas comme le seul élément d'appréciation.

Il doit être retenu pour venir étayer ou corroborer d'autres indices.

Nous indiquerons prochainement quels pourraient être ces indices et le nécessaire qu'il y aurait pour telle œuvre utile, de créer une commission composée de techniciens qui, d'inspiration de l'Institut de Recherche des Ascendances Familiales existant outre-Rhin, se prononceraient sur les cas incertains ou particulièrement délicats.

Jacques de CAMAS.

(A suivre.)

PARIS



INCONNU

DÉFENSE DE MESTRE NICHOLAS FLAMEL TRANSCRIPTVAIN JURÉ

51, rue Montmorency

La maison dite de « Nicolas Flamel », qui jadis n'y demeure.

Maison, dite de « Grand-Pignon », écritent Rochegude et Dumoulin, construite en 1437, comme maison d'aumône, par le riche écrivain public et libraire, Nicolas Flamel, où pens de mêmes demeurant en bon, sous de Gailebert de Mets, et du loyer qu'ils payaient étaient seules pasvres laborieuses en haut. On lit encore l'inscription exigeant des loandies une ptoes journalière pour les trépassés...

Les gens de métiers ne payaient pas, d'ailleurs, un loyer exempté. Ils étaient assimilés à ceux que M. Léo Languet cite dans « Le Faiseur d'Or », et la redoutance qu'ils venaient à leur propriétaire était sans doute du même genre que celle exigée d'eux par les col-lecteurs d'impôt.

L'apprenti, dit M. Léo Languet, copiait une page du rôle de la Taille de Paris pour l'an 1292. C'était le roi Philippe le Bel qui avait fait recenser les riches gens de sa bonne ville mandante à l'impôt. Avec beaucoup d'attention, Nicolas Flamel examina la copie de son élève. Les dernières pages étaient consacrées aux deux tiers ou cois des-quelles il avait fait bâtir sa maison, et il lut : Agnès le Turturine, 4 sols., Ber-nard l'endurcisseur, 12 deniers., Thomas Tue-Pois, 12 deniers., Aulne, lavendière de testes, 8 deniers., Jehan Le Béguin, 2 sols., Marie la Barbière, 2 sols., Denise la Gaisnière, 4 sols..

Mais l'abbé Vilain, historiographe de l'illustre libraire, nous apprend que, souvent, Flamel ne demandait pas d'argent à ses locataires :

Nous, hommes et femmes laborieuses demeurant au poché de cette maison qui le faisoit en bon de grâs rail quatre cents et sept sous tenus, chacun en droit soy, dire tous les jours une paternostre et un Ave Marie en priant Dieu que sa grace face pardon aux pauvres pecheurs trépassés, Amen.

Telle est l'inscription qu'on lit encore, 51, rue Montmorency.

L'ALCHIMISTE

Car Nicolas Flamel, transcriptvain libéraire juré du roi Charles V, et sa femme, Pernelle, étaient peux et édi-tables.

Il est impossible, cependant, de parler alchimie, grand-œuvre, pierre philosophale et autres œuvres de la science au moyen âge, sans que le nom de Nicolas Flamel ne vienne immédiatement à l'esprit.

Or, si Gailebert de Mets, qui fut, lui aussi, un transcriptvain copiste éclaircisseur juré et qui connut plusieurs chroniqueurs à son comble et contemporains, si l'abbé Vilain, ne nous dit dépeint Flamel autrement que comme un travail-leux acharné, aimant les arts et pratiquant le bien. D'ailleurs, pas un mot.

Il était riche, c'est un fait. Cette richesse, il la tenait de son la-beur et de ses économies. Il fut peut-être le plus gros proprié-taire parisien du moyen âge. Les comptes de la fabrique de Saint-Jacques-la-Boucherie nous apprennent que Flamel avait des maisons au cloître Saint-Merry, à la porte Brodeuse, à la place Maubert, dans les rues Saint-Martin, des Gravilliers, du Temple, Beaubourg, des Cham-martreux, de Jeay, etc.

Tous ses locataires n'étaient pas logés gratuitement. Il avait de plus, des créances hypothécaires à Saint-Laurent, La Villette, Saint-Ladre (haut du faubourg Saint-Martin), la Chapelle Saint-Denis, Chézel (Auteuil), Sucrerie, Narderie, Chotou, Rueil et autres lieux.

Toutes ces ressources représentaient un beau pécuni. Ou'aurait-il eu besoin de pierre philosophale ? Ni lui, ni dans Pernelle n'étaient avares.

(ISRAËL DOIT)

Mais, pour loger gentiment rue Montmorency ou dans quelque autre maison d'aumône de Nicolas Flamel, il fallait faire le signe de la croix, dire une prière, être chrétien, enfin.



C'était écarter du même coup toute possibilité d'avoir quelque locataire juif. C'était, du moins, en ces temps de haute loi, réduire au minimum les chances — ou la malchance — d'héberger des Juifs.

Voilà certainement qui ne faisait pas l'affaire d'Iraël. Pensez donc ! On ne pouvait pas loger « à l'œil » dans les maisons de Nicolas Flamel ! Un Goli avait imposé sa volonté de Goli aux fils d'Abraham et en plein ghetto ! Quel soufflet pour la race élie !

Il fallait tirer vengeance de cet affront, car, comme dit le « Talmud » : *Les Juifs sont plus agréables à Dieu que les anges. Quiconque nuit à un Juif insulte Dieu et mérite la mort.*

Au moyen âge, toute accusation de « Souffleur », d'alchimiste, de chercheur de pierre philosophale était grave et nuisible toujours, sinon suivie d'une sentence de mort sur le bûcher.

Accuser Flamel était facile. Le naïf copiste n'avait-il pas eu, entre les mains, des livres, des manuscrits, dont le contenu sentait le lapot ? Le livre des « Laveuses », par exemple ?

Le livre des « Laveuses », dit Albert Poisson, n'a jamais été imprimé. Il existe à la Bibliothèque Nationale sous la cote 19.378... C'est un volume de 11 cm. et demi de large et 13 cm. et demi de long. Il est relié en velin, mais cette reliure... n'est pas celle que Flamel y avait mise...

Le volume se termine par ces mots : Le présent livre est et appartient à Nicolas Flamel, de la paroisse Saint-Jacques de la Boucherie, lequel l'a écrit et relié de sa propre main.

Il reste à savoir si le mot : « écrit » ne veut pas dire copié. Il est probable que Flamel, qui avait sous ses ordres de nombreux scribes et secrétaires — Moïse en avait aussi, paraît-il. — a « écrit » pas mal de livres, et de tous les genres.

ET JUSQUE DANS LA TOMBE

Le « Livre des Laveuses » ne prouve rien. Certaines sculptures de tombeaux de Nicolas Flamel ne prouvent rien non plus. Ces sculptures, aujourd'hui dispersées, sentent, paraît-il, des représentations de gravures extraites d'un livre d'édification, attribué à... Abraham [juif] !

Le bout de l'oreille se montre ici. Drumont déclarait que le Juif déposait toujours la mesure. Il aurait pu citer, dans « La France juive », Flamel, cette victime de la sensibilité hébraïque.

D'ailleurs, les accusations d'Iraël ne devaient vraiment virulentes qu'après la mort de Flamel et de dame Pernelle. Du vivant de ces époux charitables, les critiques juives se bornaient sans doute à des chuchotements et à des racontars. Toute une vie de labeur et de bonnè, une ardente pitié aussi protégeaient Nicolas Flamel et dame Pernelle. Un mur s'élevait ainsi entre le transcrivain juré et la malveillance juive. C'est ce mur, fait de compréhension et de solidarité, que nous devons maintenant rebâtir, sous peine de voir disparaître toute notre civilisation.

C.-E. DUGUET.



les SCANDALES Juifs

J'ai encore le souvenir très précis de Marthe Hanou en correctionnelle ; on se serait cru, par l'affluence et le choix des assistants, à une de ces générales courses où il était de bon ton de se retrouver.

L'atmosphère était animée et d'une honnête gaieté (si tant est qu'une telle épithète pût être utilisée en pareille circonstance).

Tout ce monde se mouvait à l'aise dans ces scandales qui paraissent faire partie de la vie de chaque jour. Il n'était pas question de s'en indigner ; on s'en alimentait comme de nourriture, une nourriture qui à l'ail, espionnerait tout l'être social.

Au milieu du flot des robes noires, les notes claires des toilettes Miminis étaient accompagnées d'un jactancement intermitte dans l'attente de l'ouverture de l'audience.

Mme Hanou sourait, tranquille et paraissait sûre d'elle ; de petite taille, boulotte, le visage bien en chair de la lèvre aux rondeurs qui deviendraient vite de l'emphatisme, avec manœuvre d'allures, plus femme d'affaires que femme tout court.

Cette argentine, qui avait conquise la gloire passagère de l'artificialité, était-elle une victime ou un requin de la finance ?

C'est le 3 décembre 1928 que Mme Hanou, directrice de l'hebdomadaire « La Gazette du Franc » et présidente-fondatrice de la Compagnie Générale Financière et Foncière, avait été arrêtée pour attente à l'épargne publique.

Un certain monde s'en amusa. On en fit le sujet de plaisanteries en Bourse. Mais la mesure prise avait provoqué le désespoir d'une autre catégorie de citoyens, toujours la même, celle qui se laisse prendre à tous les appels, même les plus grossiers. Je veux dire les petits épargnants. Mme Hanou promettait à ses souscripteurs un fort coquet intérêt qui dépassait sensiblement celui qu'on pouvait espérer des comptes courants bancaires, ou des placements de père de famille.

L'avantage était sensible, les mots employés prometteurs. Il n'était question que de Haute Banque, de Haute Finance, de Finance Internationale, avec manœuvres qui augmentaient le respect dû à ces forces considérables, lesquelles faisaient à de très modestes capitalistes l'honneur de solliciter leur collaboration.

La prospection était alors facile, surtout auprès des gens modestes et particulièrement en province. Plus les clients éventuels, auxquels on s'adressait, étaient des gogos-petit,

plus ils étaient dans leur existence normale dure à la détente, appliqués une rigoureuse économie à leurs besoins, n'ignorant point qu'un sou ajouté à beaucoup d'autres fait par lui-même une petite fortune, plus ils étaient disposés, sans réflexion et presque sans effort, à obéir à l'aveugle entre les mains d'exploiteurs sans scrupules le fruit de pénibles années de travail, souvent de toute une vie de peine.

Sans doute, ils étaient bien un peu coupables eux-mêmes. Dans une économie, il arrive fréquemment que l'écroqué mérite d'être réprimandé presque tout autant que l'homme. Les épargnants ne péchaient-ils pas par un excès d'intérêt trop élevé ? Ne péchaient-ils pas par manque de réflexion ? N'avaient-ils pas dû se dire qu'un rapport d'argent trop élevé ne peut pas être normal, se peut être obtenu que par des combinaisons dangereuses qui finissent par se retourner contre leurs bénéficiaires, à moins qu'il ne s'agisse plus simplement de promesses que leurs auteurs s'ont peu l'intention de tenir.

Certes, tout cela est vrai en partie, mais le coupable est bien celui qui joue le rôle du serpent tentateur, et l'on sait que les fils d'Eve sont, depuis la première pomme, des êtres tâtillons et lâches qui obéissent à la première tentation.

En l'espèce, le démon tentateur était un mauvais génie féminin. Eve prenant sa revanche en prenant le rôle inverse de celui qu'elle jouait aux temps bibliques.

Marthe Hanou était bien entourée. Il y avait son ex-mari et compère, Lazare Bloch, et les autres Juifs ne manquaient pas dans son entourage : le secrétaire de rédaction de la « Gazette du Franc » appartenait à la race élue et s'offrait la joie de recevoir les sollicitations de ses confrères journalistes.

Marthe Hanou avait, sous le titre général de : « Compagnie Générale Financière et Foncière », fondé des syndicats qui devaient opérer en Bourse de façon massive sur une valeur choisie. Pour obtenir ce résultat, il fallait un capital de manœuvre important, d'où appels répétés aux épargnants par le truchement de la « Gazette du Franc », d'abord, puis de « Forces ». Naturellement, les cotisations, qui n'étaient pas des confidentes, ne servaient jamais quelle était la valeur sur laquelle le syndicat dont ils étaient partie devait opérer. Ils se contentaient des promesses générales loires, sans chercher à suivre la tactique.

Pour drainer les fonds dont Marthe Hanou avait de plus en plus besoin pour agir en Bourse, elle lança : « l'In-

presse », la « Consortium français de Bourse et de Gestion », la « Société Française des Valeurs au comptant », etc. Les gens de finance ne sont jamais embarrassés pour créer des sociétés et des syndicats aux titres ronflants et étonnants. Ce n'est pas là le plus difficile ; il suffit d'un peu d'imagination ou d'adresse dans le choix des mots.

Rien entendu, les dividendes promis étaient tous plus gros les uns que les autres et les fonds affluaient, d'autant plus que les intérêts annuels furent effectivement versés pendant quelques mois. Le procédé est classique, il inspire confiance pour multiplier les opérations. Les tisseurs professionnels s'ignoraient pas, de même, qu'il faut d'abord rendre les petites sociétés qui ont emprunté pour réclamer ensuite de plus grosses qui en ne rendent jamais.

Il faut, du reste, reconnaître que lorsque Mme Hanou fut arrêtée, le 3 décembre 1928, sur l'ordre de Raymond Poincaré, l'actif de la « Gazette du Franc » et des syndicats adjacents était à peu près égal au passif.

Dait-on donc que l'affaire fut parfaitement honnête et régulière ? N'était-ce pas plutôt que la mesure prise venait trop vite pour avoir pu permettre à Mme Hanou et à ses collaborateurs de se servir ?

Marthe Hanou fut internée à Saint-Lazare. Après une grève de la laitière qui dura 29 jours, elle s'évada de la pri-

son avec une facilité qui provoqua l'indignité dans tous les milieux et permit aux charbonniers de renouveler leurs couples sans trop de peine. Que ce temps ait déjà loin !

Ce fut ensuite la liquidation de la « Gazette du Franc », le procès pendant lequel les experts-comptables se conduisirent à l'encre. En 1930, Marthe Hanou obtint son congé-départ en promettant de démolir tout de façon totale ses créanciers, une promesse est toujours possible.

C'est alors qu'elle fonda son nouveau journal « Forces », dans lequel elle vitupérait contre ce qu'elle appelle « les Dieux », ces spéculateurs « internationaux et puissants » à aucun moment ne sont surpris par les événements, qui sollicitent la bannière dont il n'est pas d'exemple qu'ils ne soient sortis vainqueurs ».

Et Marthe Hanou, nouveau justicier qui mène sa vengeance contre ceux qui l'ont abandonnée, attaque la Banque d'Etat, deux laquelle plusieurs politiciens sont compromis. Puis, c'est la Banque Nationale du Crédit qui est l'objet de ses lourdes vengeances. C'est ensuite Krupp, le roi des armements, qui se voit enlever. Mais Mme Hanou se casse les dents sur Sir Desmoulin, de la Royal Dutch. On l'arrête à nouveau pour vol de documents dans le bureau du ministre des Finances. Faute de preuves, on la relâche, et « Forces », sous le titre éblouissant de « Le Secret des Dieux », continue ses attaques contre la Haute Finance et ses pontifes.

Faut-il voir, dès lors, en Marthe Hanou, une libératrice de la petite épargne, s'attaquant avec une sincérité désintéressée aux requins qui rognent entre deux eaux, respirant avec dévouement une maison dangereuse, mais nécessaire ?

Voire. C'est comme s'il fallait admettre et couvrir de fleurs les rédacteurs des petits journaux financiers qui s'attaquent à telle valeur, à telle entreprise ou à tel spéculateur pour garder le silence quant à ce de généreux subsides viennent leur fermer la bouche. Les uns et les autres vivent dans la même soude, vivent du même mal, cette lièvre vivante de la spéculation qui a fait de tels ravages. La race même à laquelle appartenait Marthe Hanou laisse difficilement croire qu'elle ait pu jouer ce rôle d'innocente brebis qui veut empêcher les loups de se laisser tondre.

Elle avait plutôt tondue elle-même.

Quels étaient les rapports réels de Mme Hanou avec ces quelques gros financiers juifs formant une internationale qui, pour n'être pas la troisième, n'en est pas moins dangereuse : ces deux dont Mme Hanou se déclare être l'ennemie, peut-être parce qu'ils n'ont pas voulu lui faire de place dans leur Olympe d'or, peut-être aussi parce qu'elle leur était plus utile comme adversaire apparente que comme servante dévouée ?

Il semblait qu'il y avait là quelque chose de boutique entre concurrents.

Le danger grave était d'appâter grossièrement les épargnants par des intérêts trop élevés pour pouvoir être réellement servis ; d'entretenir une fièvre de spéculation de nature à troubler les foyers, à entraîner le saut de la fortune modeste, ou des humbles qui veulent grossir le fonds de réserve de leurs vieux jours ; de développer ce désir de fortunes rapides et immenses, et, par là même, de troubler profondément l'édifice social ; de ruiner les qualités profondes qui font la force d'une race.

Cela fut le travail de la femme juive, et, malgré son rôle de légende, Mme Hanou y a assez largement participé pour que son nom fasse partie de ceux qui nous rappellent des scandales dans la France d'un profond soufre.



Marthe HANOU

André SAUDERMONT.



LES JUIFS EN MÉDECINE

La médecine fut exercée primitivement par des clercs qui tenaient des écoles épiscopales. A Tours existait l'école de Saint-Gatien. Le fameux Abélard fut élève de ces écoles épiscopales et professa la médecine à Melun. Il n'était pas sans question de notoriété. Des Juifs pratiquèrent cet art depuis le IX^e siècle jusqu'à la fin du XII^e.

Les clercs furent définitivement écartés de la médecine par saint Charles Borromée, au concile de Milan. Mais, déjà, un décret de l'Université, paru en 1322, et des édits du roi Jean, en 1332 et 1333, avaient interdit l'exercice de la médecine à toute personne qui n'avait pas pris ses licences à l'Université. (Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, article : médecine (exercice de loi, p. 664 et p. 665.)

De tout temps, les Juifs se sont rendus insupportables aux chrétiens ; ainsi, la papauté dut-elle imposer aux Juifs une législation stricte qui dut les isoler des chrétiens, afin de protéger ceux-ci de la malveillance juive dans tous les domaines : politique, moral et financier.

En 1221, Honorius III obligea les Juifs à porter un signe distinctif.

En 1233, Grégoire IX leur interdit d'employer des domestiques chrétiens.

En 1442, Eugène IV leur interdit de vivre en contact avec les chrétiens ; il interdisait aux Juifs d'être « ni fermiers, ni gérants, ni entrepreneurs, ni locataires (de champs), ni citadins, ni économes, ni intendants, ni courtiers, ni agents de mariage, ni accoucheurs ; ils n'exerceront aucune fonction dans les maisons des chrétiens ; ils ne devront non plus engager aucune affaire, accepter aucune fonction, exercer aucun métier, aucun art en commun avec les chrétiens ».

Le 19 janvier 1557, Pie V interdit aux Juifs de posséder des amulettes.

En somme, depuis la plus haute antiquité, les Juifs se sont montrés toujours pareils : insociables, désordonneurs, corrupteurs, insatiables.

Pour en revenir à la médecine, tous nos rois, de Charles VI à Louis XIV, accordent aux facultés et corporations le privilège d'autoriser l'exercice de la médecine dans les zones qui sont sous leur dépendance.

L'ancienne monarchie n'intervient que de très haut pour déterminer les privilèges et pouvoirs des facultés, des collèges ou des corporations ; ces corps de médecins avaient le droit de régir toute la profession, aussi bien pour la

question des études que pour l'exercice de la médecine proprement dite.

La monarchie attirait bien les étudiants étrangers vers les écoles françaises, mais il semble bien que nos rois n'avaient d'autre préoccupation que de développer l'influence française à l'étranger, car les étudiants, libérés de leurs longues études, retournaient chez eux sans pouvoir s'agréger aisément à la corporation.

Il y avait, en réalité, accord entre le pouvoir central et les facultés pour attirer en France les médecins étrangers les plus réputés. Une sélection était faite pour ceux qui soulaient se faire chez nous. Mais on prenait bien soin de procéder à une sélection afin d'écartier les médecins dont la valeur sociale semblait insuffisante.

On attirait ainsi en France des savants tels que l'anatomiste Serapion. En 1665, il exposa son « Discours sur l'extension du cerveau » ; la faculté l'accueillit avec « grandes démonstrations d'honneur ». Winslow vint en France en 1698 pour s'y faire la réputation de la médecine. Le roi le combla d'honneurs. Il fut élu à tour membre de l'Académie des sciences, médecin de l'Hôtel-Dieu en 1710, professeur de chirurgie, médecin de l'Hôpital-Général, interprète à la Bibliothèque royale, docteur-régent de la faculté, professeur d'anatomie en 1753. Métréux fut appelé en France par Colbert après sa découverte de l'ipéacuanha, et l'on fit tout pour le retenir. Il fut médecin des hôpitaux, inspecteur général des hôpitaux de la Flandre française.

L'organisation du corps médical, ébranlée dans la nuit du 4 août, fut définitivement jetée par terre le 16 août 1792. A la demande de Talleyrand, qui prétendait qu'« elle ne répondait plus, ni aux lumières, ni à la civilisation de l'époque », la Convention supprimait les universités et les corporations savantes. Dix-huit facultés et quinze collèges ou corporations médicales furent supprimés. Provisoirement, l'exercice de la médecine était ainsi ouvert à tout venant ; l'organisation corporative abolie ne fut pas remplacée. Nous étions alors en pleine tourmente et en plein désordre.

De 1792 à 1803, l'exercice de la médecine fut libre ; aucune preuve n'était demandée à celui qui se prétendait médecin.

En 1798, l'Etat impose bien aux médecins le paiement d'une patente, mais n'élabora ni règlement sur l'exercice de cet art.

Les Juifs, naturalisés en bloc en 1791, se ruerent sur la médecine, profession devenue libre.

La loi du 19 ventôse, an XI (10 mars 1803) consacra bien un article spécial aux médecins étrangers, l'article 4, par lequel le gouvernement se réserve le droit absolu d'accorder, à son gré, à un médecin étranger le leaveur de dispenser ses soins dans notre pays.

Ce ne furent nullement des savants étrangers qui bénéficièrent de cette clause, mais bien des tas de Juifs, protégés de ce régime : aussi, ces délivrances d'autorisation, accordées dans des buts politiques, donnèrent lieu à de multiples abus. Cette loi, qui régit la médecine jusqu'en 1792, bien que déclarée « loi nécessaire, salutaire et bienfaisante à ce moment », n'êta nullement à l'ignorance et à l'avidité charlatanesque des Juifs les moyens de nuire à la santé des citoyens d'ailleurs, car « il s'agissait tout d'abord, écrit

H. Montanier, de reconnaître les droits acquis, de régulariser les positions anciennes » : l'exercice illégal de la médecine, tant par les empiriques que par les Juifs, donna naissance à d'innombrables et funestes abus.

Dans l'espace de cinquante ans, de 1815 à 1865, 256 médecins étrangers ont obtenu cette autorisation : du 1^{er} janvier 1855 jusqu'en 1865 inclusivement, il y a eu 62 équivalences de grades accordées aux étrangers, 7 de docteur, 55 d'officier.

Dans ces chiffres, ne sont pas compris les Juifs qui s'étaient déclarés médecins de 1792 à 1803 et qui furent nombreux, à n'en pas douter, ces onze années d'anarchie véritable furent mises à profit par la race envahissante, accapareuse, qu'est la race juive.

(À suivre.)

Docteur Fernand QUERREUX.

AU CORPS SANITAIRE FRANÇAIS

La loi du 16 août 1940, sur l'exercice de la médecine, de la dentisterie et de la pharmacie en France, tant attendue par le Corps sanitaire français tout entier, loi excellente mais appliquée avec une lenteur désespérante, a déjà vécu. L'Etat Français — à l'issue des mets ! — vient de s'ériger en défenseur des morticoles, métriques et Juifs en abrogeant cette loi du 16 août 1940 par la loi du 22 novembre 1941.

Avec cette loi pro-métrique et pro-Juifs, tous les morticoles youtres peuvent prétendre désormais à l'exercice de cet art.

Sous la Troisième République, avec les Blum, les Herriot, les Sarraut et consorts, volets de la Judéo-Maçonnarie internationale, cela pouvait peut-être se concevoir, mais sous un Etat français ayant pour chef un Maréchal vénéré, cela semble incroyable.

Nos dirigeants, en imaginant ou en acceptant cette loi, se font les complices des pires ennemis de notre pays.

Si cette loi absurde, injuste et inopportune n'est pas abrogée, un divorce certain s'établira entre le Corps sanitaire français et ses dirigeants.

Nous ne cessons de clamer : la médecine, la dentisterie, la pharmacie aux seuls Français de France !

Docteur Fernand QUERREUX.



L'EMPRISE JUIVE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

LES JUIFS ET LA QUESTION DU BLÉ

Le problème du blé tient son importance du fait que, de lui, dépend le gagne-pain de millions de Français (agriculteurs, meuniers, boulangers, artisans ruraux, consommateurs de toutes sortes).

Ce problème, comme tous les autres, d'ailleurs, est lié en France à la question juive.

Nous verrons, dans cet article, qu'on lui a et à mesure que la puissance juive augmentait en France, la différence entre le prix du pain et le prix du blé à la production s'accroissant parallèlement, pour laisser un bénéfice de plus en plus important aux financiers juifs.

Enfin, après la conquête totale du pouvoir par les juifs (Front populaire) en 1936, l'Office du blé a été institué.

Comme nous le verrons, cet Office a permis aux trusts juifs de prélever une dîme de 7 à 8 milliards de francs par an sur le peuple français.

Pour bien comprendre le problème du blé, il faut étudier les trois phases de son évolution :

- a) de 1918 à 1928 ;
- b) de 1928 à 1936 ;
- c) de 1936 à la période actuelle.

Pour chaque période nous allons voir :

- 1° La position des juifs au point de vue gouvernemental ;
- 2° Leur façon d'opérer pour réaliser leurs bénéfices.

A) PÉRIODE DE 1918 à 1928.

Position des juifs au point de vue gouvernemental.

Dans le monde, la fin de la guerre 1914-1918 avait vu la puissance juive monter considérablement.

Après la paix de Versailles, et les juifs ont pu exploiter le peuple allemand vaincu jusqu'en 1933, par contre, en France, ils ont été obligés de mettre leur existence en veilleuse jusqu'en 1928.

La France victorieuse était, en effet, devenue nationaliste et avait élu la Chambre « bleu horizon ».

Pendant toute cette période, et la puissance des juifs n'a pas été diminuée, elle n'a pas été augmentée non plus.

Façon d'opérer des juifs de 1918 à 1928.

Pendant cette période, les juifs ont opéré de la façon suivante :

Ils ont subi l'engouement pour la culture et se sont mis à exploiter d'importantes terres en Brie et en Beauce.

Les juifs, producteurs du blé, ont fait monter les prix de cette matière à tel point qu'en 1926, en fin de saison, le franc était coté 0 fr. 20 et le prix du kilogramme de pain était de 2 fr. 31, le blé cotait 240 francs le quintal.

Dépendant, à cette époque, le prix du blé subissait des variations importantes du fait de la spéculation des trusts juifs.

Ceux-ci, en effet, contrôlaient la plupart des journaux français. A la fin de la saison, ils laissent paraître des articles sensationnels annonçant l'abaissement, par des sociétés françaises en Amérique, de quantités invraisemblables de blé à un prix très bas.

Pendant cette période de propagande, aucun achat n'était fait aux producteurs français, les cours baissaient, et les producteurs ayant besoin d'argent vendaient leur blé à vil prix.

La majeure partie de la récolte était alors achetée au prix bas par les trusts.

Cette opération terminée, les journaux démentaient leurs premières informations et les cours redeviennent normaux. Les juifs avaient ainsi réalisé leur « Boni Bénédic ».

Résumé. — De 1918 à 1928, les juifs, éloignés du pouvoir, se contentaient de faire monter les cours du blé en cherchant à en produire eux-mêmes et de spéculer sur leurs trusts et à la petite semaine sur le dos du producteur français.

B) PÉRIODE DE 1928 à 1936.

Si les conservateurs français ont réussi à éloigner les juifs du pouvoir, de 1928 à 1928, ils ont commis par ailleurs de grosses fautes.

C'est ainsi qu'en a vu s'épanouir toute une pléiade d'arrogants trusts qui avaient adopté les mœurs juives. Les plus représentatifs étaient les Louchet, Marshall, Gaston Vidal, Durieux, Potentier, etc...

Il était alors facile aux juifs de reconquérir le pouvoir et de jouer leur éternel double jeu :

d'un côté, faire couvrir leurs aléas par des arriérés agissant comme hommes de paille ;

et de l'autre, en dénonçant devant la masse les agissements de ces hommes dits de droite.

Les électeurs se sont alors agités de plus en plus à gauche vers les partis communiste, socialiste et radical contrôlés par la finance juive. C'est ainsi qu'en a vu apparaître le « Cartel des Gauches » et l'« Association Républicaine des Anciens Combattants ».

Dès lors, les juifs étaient mieux placés politiquement. Ils pouvaient donc, dans leurs spéculations comme pour le blé, faire agir le gouvernement en leur faveur.

Façon d'opérer des Juifs, de 1928 à 1936, pour leurs spéculations sur le blé.

Leur situation politique s'étant améliorée, les Juifs ont pu faire de la spéculation quasi officielle et ont délaissé la culture qui ne leur occasionnait que du déficit et des déboires.

Une chose caractéristique la fin de cette période, c'est la détermination des marchands de blés Juifs de ne plus acheter de propriétés rurales pour les revendre en les marchandant, mais simplement d'agir comme intermédiaires entre le vendeur et l'acheteur en prélevant une commission souvent des deux côtés à la fois.

Cette façon d'opérer montre que les Juifs étaient sûrs de leur puissance et qu'ils étaient résolus à réduire le paysan à la portion de plus en plus étroite, jusqu'à l'asservir complètement par le communisme Juif.

Pendant toute cette période, les trusts Juifs, maîtres des grands moulins et contrôlant la Bourse du Commerce, ont eu de la façon suivante :

Il est, vers 1933, stabilisé des prix comme suit :

Pain : 1 fr. 70 le kilo.

Blé français : 115 fr. le quintal.

Blé exotique (argentin, canadien, roumain) : 45 fr. le quintal.

Droits de douane payés à l'entrée en France : 70 fr. le quintal.

A l'examen de ces chiffres, on peut constater :

a) Que le prix du blé a été sensiblement abaissé par rapport au prix du pain.

Cette mesure a été favorable aux trusts de la meunerie : mais pour que les petits meuniers ne puissent pas en profiter et pour les décourager, le gouvernement s'est appliqué à leur créer des ennuis en les obligeant à tenir une comptabilité compliquée et en leur dressant des contraventions.

La pression des trusts s'est exercée sur les boulangers pour les obliger à acheter leur farine aux grands moulins.

Si, dans un boulogne, un seul boulanger était établi et s'il refusait de s'approvisionner aux trusts, ceux-ci n'hésitaient pas à installer un concurrent dans ce village et à approvisionner ce concurrent en farine.

b) Le prix du blé ayant baissé considérablement sur les prix des années précédentes et les lois de culture (maïs, d'avoine, machines, impôts, engrais) étant très élevés en France, le cultivateur végétait et les Juifs incitaient à délaisser la culture au profit de l'élevage.

De plus, le gouvernement s'appliquait à créer des ennuis aux paysans qui voulaient faire moulinier leur grain pour moudre eux-mêmes leur pain, et les obliger à des formalités sans fin, tout cela pour qu'ils renonceraient à la culture du blé et à faire eux-mêmes leur pain.

c) Le prix du blé français, de 115 francs, était égal à la somme du prix du blé exotique rendu franco Marseille ou Besançon, 45 francs et des droits de douane, 70 francs, soit : 45 + 70 = 115 francs.

Cette construction semblait au paysan français ne laisser aucune marge de bénéfice aux trusts et rendre toute importation impossible.

Effectivement, tout Français honnête était dans l'impossibilité de réaliser un bénéfice sur l'importation du blé, mais pour les trusts Juifs il en était tout autrement et tout se passait par le truchement du Maroc.

Le Maroc, et pour cause, n'est pas une colonie française, ni même un protectorat, mais un pays sous mandat ou mieux une propriété privée Juive.

La Banque d'Etat du Maroc n'est pas la Banque de France, mais la Banque de Paris et des Pays-Bas avec le Juif Frady.

Tous les monopoles, les mines, les chemins de fer, les douanes sont, au Maroc, entre les mains des Juifs.

De plus, le Maroc, pays sous mandat, avait le droit d'importer en France un contingent de blé très élevé. Les Juifs s'étaient, de ce fait, réservé une porte de sortie.

Les bateaux de blé de L.L. Dreyfus et C^{ie} et Consorts, en provenance d'Argentine ou du Canada, stationnaient dans leur voyage de retour, avec leur chargement de blé, pendant quelques jours dans le port de Casablanca. Là, la douane marocaine et le gouvernement chrétien leur donnaient un certificat d'origine marocaine pour leur permettre d'entrer leur cargaison en France sans payer de droits de douane, et en profitant du contingentement. De sorte que les 70 francs de droits de douane constituaient un bénéfice net pour les trusts Juifs, le blé ne leur revenant qu'à 45 fr. rendu franco Marseille.

Les Juifs avaient, dans cette manœuvre, poussé l'escroquerie encore plus loin en opérant ainsi :

Le ministre de l'Agriculture de l'époque, député de la Corée, avait obtenu du gouvernement une prime à l'exportation de 80 francs par quintal.

Il s'ensuivait que les blés exotiques importés en franchise à Marseille étaient considérés comme blés français et réexportés sur la Grèce et l'Egypte, ce qui donnait droit aux trusts à la prime d'exportation de 80 francs par quintal. Ce dernier bénéfice, prélevé sur le budget, s'est à-dire sur le contribuable français.

Conséquences. — Les résultats de cette politique ont été sensiblement ceux attendus par les Juifs et que Blum commentait en 1936 dans un discours à Saint-Léonard, quand il disait :

« Le capitalisme (sous l'aryen moyen) doit se manger feuille à feuille ».

Un certain nombre de meuniers ont disparu et les trusts ont augmenté leurs fournitures aux boulangers, mais le paysan attaché à son terre et habitué à son train-train n'a pas réagi sensiblement, en France, Algérie, Tunisie, ses colonies.

Seuls, les colons du Maroc, qui vendaient leur blé 40 francs le quintal rendu franco Casablanca, ont baissé et il en est résulté des trahisons nombreuses et la famine pour les indigènes.

De plus, en Algérie, les colons ont réagi vigoureusement.

Une mini-entreprise coopérative s'est créée à Mascara, qui vendait la farine aux boulangers 5 % meilleur marché que les trusts, soit 123 francs les 100 kilos au lieu de 130 francs, et qui payait à l'agriculteur 125 francs le quintal de blé au lieu de 115 francs, tout en amortissant son matériel.

Survant cet exemple, les autres régions de l'Algérie ont voulu copier la coopérative de Mascara, notamment la région de Médéa.

Les Juifs ont vu le danger et le Résident général de l'Algérie, qui était Juif, poussé par les représentants des trusts, a interdit la création de ces coopératives, de sorte que, au début de 1936, la situation entre les colons d'Algérie et la finance juido-marocaine de l'Afrique du Nord était extrêmement tendue.

II. PÉRICLE de 1936 à 1940.

Faillite des Juifs au point de vue gouvernemental (Front populaire).

Contrairement à ce que croit le Français moyen, ce n'est pas le travailleur qui, malheureux, a créé le Front populaire, mais bien les forces qui commandaient à nos hommes de gauche.

Ces trois forces, pour des raisons différentes, se sont coalisées contre la droite. Ce sont :

1° L'Intelligence Service qui a voulu se venger du pré-

aidant Laval qui avait refusé d'appliquer les sanctions à l'égard pendant la guerre d'Étiopie.

L'Intelligence Service a créé le front populaire en France en 1936, comme en 1789 elle avait créé la Révolution pour se venger de Louis XVI et de la noblesse française qui avaient soutenu Richelieu et La Fayette contre l'Angleterre dans la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique.

2° La France-Magasinette française qui ne pardonnait pas à la droite d'avoir voulu récupérer le pouvoir le 6 février en exploitant l'ultra Styrinsky.

3° Les Juifs qui, maintenant et dominent les deux forces précédentes, ne perdent jamais une occasion d'améliorer leur position et de se rapprocher de leur but, qui est la domination de la planète par le communisme juif.

Le coup a réussi et si les puissances de l'axe n'étaient pas intervenues, le 11 juin 1936 aurait vu l'avènement en France du communisme juif. Un mois après, l'Espagne en faisait les frais.

Les Juifs ayant raté leur grand coup politique, du fait de l'intervention allemande et italienne, n'en étaient pas moins maîtres de la France.

Le ministère Blum, de juin 1936, renfermait 92 % de Juifs. Les lois qui ont été promulguées à l'époque consacrent la préparation de la France au communisme juif, cela dans tous les domaines.

Pour en revenir à la question du blé qui nous occupe aujourd'hui, les Juifs, en 1936, avaient créé l'Office du Blé.

Façon d'opérer des Juifs après 1936 pour la spéculation sur le blé.

Les Juifs, maîtres du pays, n'avaient plus à se gêner. Ils ont créé l'Office du Blé qui consacrait la maîtrise totale des trusts juifs-magasiniers sur le blé en France. L'Office du Blé, entre autres choses, renfermait les dispositions légales suivantes :

Le gouvernement ne reconnaissant qu'à certaines personnes, désignées par lui, le droit d'exercer le commerce des blés.

Comme à la Bourse du Commerce, sur douze délégués du marché aux grains, neuf étaient Juifs et trois Français-Magons. Les Juifs ne donnaient le droit d'exercer le commerce des blés qu'à leurs créatures.

Le payan devait verser certaines taxes aux coopératives, c'est ainsi que le blé payé à une certaine époque jusqu'à 215 francs se rapportait en moyenne, au payan français, que la somme de 160 francs le quintal, le prix du poids étant porté à 3 fr. 15 le kilo.

Ces taxes devaient couvrir les frais d'organisation, où une pléthore de fonctionnaires, tous agents électoraux, étaient grassement attribués.

En réalité, les taxes payées par le payan avaient pour but de réduire son revenu et, par suite, de l'encourager à moins ensemencer.

L'Office interdisait, de plus, de semer du blé dans un terrain pendant deux années consécutives.

L'Office payait le blé au payan à des taux différents suivant la quantité livrée par lui, cela sous un couvert démagogique, mais en réalité pour inciter le payan à réduire ses emblavures.

L'Office du Blé prélevait aussi pour le petit meunier une taxe, mais, étant donné la grande marge que ce meunier avait, on lui imposait des frais supplémentaires en lui interdisant de s'approvisionner en blé chez son voisin, agriculteur et en l'obligeant à s'approvisionner en grains à plus de 50 kilomètres de son moulin pour réduire ses bénéfices qui auraient été trop importants.

De plus, les agents fiscaux pratiquaient chez lui une véritable inspection.

Pour bien comprendre la portée économique de l'Office du Blé, il suffit de comparer les prix pratiqués en 1936 à ceux pratiqués en 1935 et qui sont donnés par le tableau suivant :

1° Prix moyen du quintal de blé payé au payan en France, taxes déduites	240	160	315
2° Prix du kilo de pain pris chez le boulanger	2 30	3 15	3 15
3° Prix de revient du blé français pour le meunier, taxes taxes comprises	45	80	
4° Prix du blé exotique au quintal, rendu franco non dédouané, Marseille ou Bordeaux	70	80	
5° Montant des droits de douane au quintal	55	70	
6° Prix de revient du blé exotique posé par le Maroc sans acquies de droits de douane, rendu aux Moulins de Bordeaux et Marseille	0	150	0
7° Superbénéfice (tous frais de mouture et bénéfice normal retranché) réalisé par les trusts Juifs sur un quintal de blé français (environ)	180	200	0
8° Superbénéfice (tous frais de mouture et bénéfice normal retranché) réalisé par les trusts Juifs sur un quintal de blé exotique (environ) n'ayant pas acquies les droits de douane			

Le tableau ci-dessus fait ressortir :

1° Que, en 1937, l'Office du Blé permettait aux trusts de prélever 100 francs de superbénéfice au quintal sur le total du blé français rendu par leurs grands moulins, tandis que, en 1935, ce superbénéfice n'existait pas.

La somme de 100 francs peut être vérifiée par un payan qui protège la consommation familiale. Sur chaque quintal traité ainsi, il réalise 70 francs de bénéfice avec, en plus, les issues qui lui reviennent, soit 100 francs environ de bénéfice sur le total (le meunier et le boulanger étant rétribués normalement).

Cette différence de 100 francs en 1937 prouve que les Juifs distillaient de plus en plus la part du producteur pour s'adjuger la part du lion et arriver finalement au régime communiste qui donne au payan 40 francs par quintal de blé et l'oblige à payer le poids 3 francs le kilo, la différence revenant aux trusts Juifs tout pour l'Etat, à condition que l'Etat soit Juif.

Résultat. — En admettant que les grands meuniers réalisent environ 30 millions de quintaux de blé français par an, le prélèvement des trusts était, pour la France : $100 \times 30.000.000 = 3$ milliards de francs annuellement.

Tous les principes de domination juive ressortent de cette constatation, car ce n'est qu'à partir de 1935 qu'ils ont pu prélever directement sur le blé français et il a fallu pour cela que le gouvernement leur soit totalement inféodé ; ils ont d'ailleurs caché leur prélèvement à l'aide d'une législation et d'une organisation compliquées.

2° A l'examen du tableau, on constate l'absence 80 que le prélèvement des trusts juifs-magasiniers sur les blés exotiques a toujours été considérable du fait que, maîtres du Maroc, ils n'acquiescent pas de droits de douane.

C'est à cause de ce prélèvement massif qu'il est tout fait pour éliminer les importateurs qui n'étaient pas leurs créatures, et l'Office du Blé, en obligeant des négociants en grains à être acceptés par le gouvernement, a couronné leurs manœuvres.

L'importation du blé était tellement rémunératrice que la Banque L.-L. Dreyfus a fait construire un grand nombre de caenns spéciaux. C'est aussi pourquoi, après la récolte de 1937, où la France avait produit plus de 15 millions de quintaux de blé en trop, les trusts se sont trouvés dans l'embarras ; peu de temps cependant, car, au printemps 1938, la statistique a révélé qu'il y avait eu 20 millions de quintaux de blé importés pendant l'hiver.

Pendant ce temps, le gouvernement à leur solde, refusait de laisser exporter le blé français en Allemagne et en Italie et le faisait détaxer pour les animaux, aux frais du contribuable français.

Bon en mai an, il fallait pour ces menues 20 millions de quintaux d'importation, soit, à 200 francs le quintal :

$$20.000.000 \times 200 = 4 \text{ milliards de prélèvement.}$$

Il s'ensuit que le prélèvement moyen annuel, de 1935 à 1939, pratiqué par les trusts, s'est élevé en moyenne à :

$$3 + 4 = 7 \text{ milliards de francs.}$$

C'est pour augmenter ce prélèvement pendant la guerre que le gouvernement français a mis les agriculteurs en cage pour effectuer les récoltes à partir du 15 février 1940 seulement, au lieu du 15 octobre 1939.

Le gouvernement avait très bien qu'en agissant ainsi il sacrifier la récolte de 1940 et assurait l'escroquerie des trusts.

LIGNE DE CONDUITE DU GOUVERNEMENT DE VICHY

Le gouvernement a d'abord porté le prix du blé à 220 francs, puis, probablement après enquête, il s'est rendu compte que cette situation n'était pas normale, que les trusts conservaient leur superabondance et le prix du blé payé à l'heure actuelle au producteur se monte à 300 francs le quintal.

Ce nouveau prix comporte encore une différence de 15 francs au détriment du paysan, qui convient sans doute des frais de gestion de l'Office du Blé.

Quoi qu'il en soit, l'examen des colonnes 7 et 8 du tableau

ci-dessus doit dicter au gouvernement sa ligne de conduite et il doit s'efforcer de réaliser les conditions de 1925 pour les blés français, c'est-à-dire laisser 3 de superabondance aux trusts (sans représenter par les grands moulins).

Pour cela, il doit :

a) Supprimer tous les parasites de l'Office du Blé et les rendre à la production en simplifiant l'organisation de l'Office.

b) Ajuster immédiatement le prix du blé au prix actuel du pain afin qu'en multipliant par 100 le prix du kilo de pain, on obtienne sensiblement le prix du quintal de blé (voir 3^e colonne). Cela est d'autant plus normal actuellement que le taux de blutage a été porté à 87 %.

Puis, le gouvernement devrait agir ainsi :

Se mettre en contact avec les autres pays européens et établir le prix du kilo de pain en Europe pour l'appliquer en France.

Le prix du kilo de pain établi, multiplier ce prix par 100 pour avoir le prix du blé payé au paysan français.

Rectifier ensuite légèrement ces prix en tenant compte de la marge convenable à laisser aux meuniers et aux boulangers.

Tout le problème du blé est là, comme, d'ailleurs, tout le problème agricole.

Si l'on veut que le retour à la terre ne soit pas un mythe, il faut permettre aux agriculteurs exploitants de s'outiller et de payer leur personnel le même prix qu'à la ville ; pour cela il faut révaluer les produits de la terre et supprimer la spéculation d'où qu'elle vienne, puis, après la guerre, traiter la question du blé, tant indienne qu'externe, sur le plan européen et réaliser cette condition, qu'aux colonnes 7 et 8, qui représentent la part des trusts, figurent toujours les chiffres 0.

Pour que la Révolution nationale puisse être considérée comme effective, il faut que les conditions ci-dessus soient réalisées et que le prélèvement des trusts soit complètement annulé.

Marcel DENYS.



(À gauche) L.-L. Dreyfus, magnat du blé et (à droite) son valet : Georges Monnet, ministre de l'Agriculture du Front populaire.



LES JUIFS DANS L'HISTOIRE

LE DÉBUT D'UN ÉTAT JUIF EN « TERRE PROMISE » DE CHANAAN

De la hospitalité bienveillante d'Abraham à la féroce ingratITUDE de Moïse, dont chaque répression était un épouvantement, les Juifs, à la mort de Moïse, se trouvent devant la terre de Chanaan. C'est la promesse « Terre Promise » vers laquelle Abraham, au nom du Dieu des Juifs, a toujours tourné les regards de son peuple, mais qui, si elle est « promise », n'est pas donnée, et que les Juifs devront conquérir.

Nous avons vu comment Moïse diffère quarante ans cette conquête dès qu'il se lui aperçoit qu'il avait affaire à un peuple peu courageux par sa nature, et dont les quatre cents ans de séjour en Égypte, en esclavage au service des Pharaons, n'avaient pas renforcé la combativité. En ces quarante années, tous les anciens d'Égypte étaient morts par l'âge, la maladie, les massacres ordonnés par Moïse chaque fois qu'il y avait un manquement à sa loi. Josué, à qui Moïse confia la suite de son œuvre, eut en main un peuple renouvelé. Mais ce renouvellement ne porta que sur les personnes, et les Juifs demeurèrent une troupe que la Bible nous présente, par un euphémisme plaisant, comme encombrée de « ténés et de craintes », que nous retrouvons telle aujourd'hui, trois mille ans plus tard, avec un fond d'indiscipline et d'amorçabilité incoercible.

L'apitiation vaine, la déraison qui marquèrent la race juive, lui ménageant les pires dégoûtements et vint couronner ce cycle de quatre cents ans de régime démocratique qui s'étend de la mort de Moïse, vers 1453 avant notre ère, jusqu'au commencement du règne de David, 1050 avant J.-C., où commence la période des rois.

Ces quatre cents années constituaient l'époque des Juges, personnages qui survenaient de la lueur de temps à autre pour la délivrer de la servitude où elle retombait à tout moment par son impitoyable lâcheté à suivre une politique organisée. « Il n'y avait pas alors de roi en Israël, nous dit la Bible, et chacun faisait ce qui lui semblait bon. » Telle fut ce que nous pouvons appeler la République juive. Il est édifiant de la suivre à la lumière des récits bibliques, trop souvent naïvement invraisemblables, mais qui laissent transparaître le fond des choses à travers des légendes décolorées, pieusement recueillies.

dans nos « Histoires saintes », bonnes pour l'enseignement des enfants.

Le livre de Josué, qui est le récit de l'installation des Juifs dans la terre promise, est plein de ces miracles légendaires dont le but est de montrer que les succès militaires et la prospérité juive sont sous la dépendance de l'arche, représentatrice de la puissance de Jéhovah. Ainsi, quand il s'agit de traverser le Jourdain : « Le Seigneur dit à Josué, ministre de Moïse : Moïse, mon serviteur, est mort. Lève-toi et passe ce Jourdain, toi et tout le peuple avec toi, va dans la terre que je donnerai aux fils d'Israël. Ne tremble pas et ne sois pas effrayé, car le Seigneur ton Dieu est avec toi en tout ce que tu entreprendras. » Josué donna aussitôt un ordre aux princes du peuple et leur dit : « Préparez-vous des vivres, car dans trois jours vous passerez le Jourdain et vous irez posséder la terre que le Seigneur votre Dieu doit vous donner. » Aussitôt, Josué envoya deux espions devant lui pour étudier le passage. Une courtisane du pays à conquérir, nommée Rahab, se prête à la trahison. Nous apprenons ainsi où est le gué du Jourdain et que ce gué est d'accès facile, puisque nos deux espions passent et repassent à travers dans la nuit. Enseigné, Josué se lève avant le jour et décampe. Ici, le récit prend une allure épique et ce gué, traversé en toute simplicité, comme nous venons de le voir, devient un fleuve enflé à pleins bords. L' « arche », le coffre où est enfermé le matériel sacré servant au culte, marche deux mille coudées en avant, portée par les Léviites. Dès qu'elle est entrée dans l'eau, « les eaux qui venaient d'en haut s'écoulaient en un seul lieu, et grossissaient comme une montagne, tandis que celles qui allaient en bas descendaient dans la Mer Morte jusqu'à ce qu'elles fussent entièrement écoulées. Et tout le peuple passant à travers le lit desséché du fleuve. »

Après ce beau prodige, ce fut celui de la prise de Jéricho, ville forte « entourée de hautes murailles » que, pendant six jours, les guerriers entourèrent une fois chaque jour en accompagnant l'arche du Seigneur. Le septième jour, les prêtres prirent sept trompettes : tout le peuple cria et poussa de grandes clameurs ; les murs de la ville se renversèrent et chacun entra par l'endroit contre lequel il était. Les Juifs tuèrent tout ce qui s'y trouvait, hommes et femmes,

enfants et vieillards, les beaux, les treillis et les drus. Seule, fut épargnée Rahab, la courtisane traîtreuse. Pour mieux faire, il ne restait plus à Josué qu'à élever le soleil. Il n'y eut, pas, un jour de bataille, pour avoir le temps d'exterminer l'adversaire.

Ayant ainsi installé les Juifs dans la Terre Promise, Josué mourut à 110 ans, dans la seconde moitié du XIV^e siècle avant J.-C. Il laissa à ses successeurs le même peuple anarchique que la dictature impitoyable de Moïse n'avait pu asservir, et dont lui-même avait montré qu'il était plus difficile d'améliorer le sort que de changer le cours des astres.

Alors, commence la période des Juges.

Les Juges n'étaient pas des juges au sens que nous donnons à ce mot. Ils étaient des guerriers dont l'intervention naissait des circonstances quand le peuple juif, lassé de la servitude dans laquelle il se mettait périodiquement aux mains de quelque raïsine de la Terre Promise ou d'un pays voisin, songeait à secourir le joug. La première manifestation du Juge était donc une manifestation guerrière. Il groupait autour de lui le peuple lui-même, et le plus souvent par ruse et par trahison, il le débarrassait de son ennemi. C'est ainsi que Aod, sauveur des Juifs, apporta des présents à Eglon, roi de Moab. Il demanda à ce roi une servante secrète, et quand il l'eurent servie dans une chambre, Aod sortit un glaive qu'il avait caché sous son vêtement et le lui plongea dans le ventre « à l'insensé que la poignée suivit le fil dans la blessure ».

Une autre fois, il s'agissait de réduire à l'impuissance Sisara, général de l'armée du roi Jabin, qui tenait Israël sous sa dépendance depuis vingt ans. Une femme, Jael, se portant à la rencontre de Sisara, qui venait de livrer une bataille malheureuse, lui offrit à boire, et elle le recouvrit. Sisara dit : « Reste devant la porte de la tente, et lorsqu'un viendra l'interroger et te dire : Est-ce qu'il y a quelqu'un ici ? tu répondras : Il n'y a personne. » Sisara, fatigué, s'endormit. Alors, Jael prit un clou de sa tente, sauta un mortier et, l'appuyant sur le mortier, l'enfonça. Sisara défilait et mourut. « Ainsi tenait le peuple de Dieu. Mais lui expédiait ne pouvait le savoir de son destin, toujours désordonné, il revenait aux mêmes errements, couchant avec les Chananéennes, donnant ses filles aux Chananéens et complétant, par sa collaboration avec ces négrières, ce métissage nègre qui est une caractéristique profonde du peuple juif.

Quand le sauveur des Juifs avait mis l'opresseur à la raison, il posait l'épée et prenait le sceptre du Juge. Il tranchait les différends entre les particuliers et les familles. Cela durait jusqu'à la prochaine aventure, dans des délais alternés qui s'espagnaient entre huit et quarante ans.

Les fonctions de Juge n'étaient pas héréditaires. Elles passaient lin avec le personnage qui les avait assumées. A ce moment, l'anarchie recommençait : les Juifs retombaient dans l'idolâtrie des dieux étrangers et dans les mariages interdits.

Les lois aux mains des Madianites, qu'ils avaient d'abord vaincus, mais qui s'étaient relevés de ce désastre et tenaient maintenant les Juifs en servitude, depuis sept ans. Lorsque

les Juifs avaient sacré, les Madianites plantaient leurs tentes chez eux et dévastaient tout ce qui était en herbe, ne laissant rien de ce qui est nécessaire à la vie, car ils venaient avec tous leurs troupeaux et avec leurs tentes, et comme des sauterelles, ils occupaient tout. Les Juifs coururent vers le Seigneur pour demander du secours. Le Seigneur envoya un ange qui s'appela Gédéon. Celui-ci, sur trente-deux mille hommes dont il éloigna les « froids et les craintifs », en garda trois cents. Il les mit de lampes allumées, entendues dans des vases de terre, et de trompettes, et une nuit, il les répartit autour du camp ennemi. A un signal, les trois cents démantelèrent leurs lampes, sautèrent de la trompette et vociférèrent violemment. L'ennemi fut troublé et prit la fuite en poussant des cris et des hurlements. Délivré des Madianites, Gédéon administra le peuple pendant quarante ans.

Jeftah achève sa victoire de façon dramatique. Il s'agissait de délivrer les Juifs de la domination du roi d'Ammon, lequel de l'union des événements, Jeftah lui voua au Seigneur que, s'il était victorieux, quelconque soit le premier des portes de sa maison et accourrait au-devant de lui, il l'offrirait en holocauste. Vainqueur, en effet, Jeftah revint en sa maison, et sa fille unique accourut au-devant de lui avec des chapeaux et des instruments de musique pour lui faire fête. En la voyant, il déchira ses vêtements et dit : « Malheur à toi, ma fille ! car j'ai couronné ma bouche devant le Seigneur et je ne pourrai faire autrement. » La pauvre fille comprit l'atroce chose et répondit : « Faites de moi ce que vous avez promis, puisque la victoire sur vos ennemis vous a été accordée. Permettez-moi seulement de ne pas laisser pendant deux mois parcourir les montagnes et pleurer avec mes compagnes ma virginité. » Les deux mois s'étant écoulés, elle retourna vers son père, et il fit à celle qui ne connaissait point d'homme, ce qu'il avait promis par un vœu. Temple adieu de sacrifice humain. Jeftah jugea Israël pendant six ans.

Dans les résumés du livre des Juges, les chapitres succèdent aux chapitres, sous des formules identiques : « Les enfants d'Israël firent de nouveau le mal en présence du Seigneur qui les livra à la servitude. » Car les Juifs ne retiennent rien des expériences précédentes et s'abandonnent aux mêmes instincts.

Les voici aux mains des Philistins, depuis quarante ans. Sanson va les en délivrer. A lui seul, il veut une ombre. Trouvant une machine d'âne gisant à terre, il s'en sert pour tuer mille hommes. Après cet effort, ayant une grande soif, il cria vers le Seigneur : « Vous avez mis entre les mains de votre serviteur cette victoire immense et voilà que je meurs de soif et que je tomberai entre les mains des incirconcis. » Le Seigneur fit surgir une source et des eaux en sortirent. Il les but, ravina son esprit et recouvra ses forces. Ce début nous fait regarder de la suite, et les exploits qui vont suivre ne peuvent le céder à celui-ci. En effet, Sanson étant allé chez les Philistins rendre visite à une courtisane, les Philistins, informés, mirent des gardes à la porte de la ville pour le tuer au matin lorsqu'il sortirait. Or, Sanson ayant dormi jusqu'au milieu de la nuit et décidant de se retirer, s'attendit pas l'ouverture de la porte. Profitant de ce que celle-ci s'était peu gardée, et voulant jouer un bon tour à ses ennemis, il sauta les deux barreaux avec les poteaux et les serrures, mit le tout sur ses épaules et le porta loin sur la montagne. Mais Sanson avait fait un vœu au Seigneur qui l'obligeait à ne pas se faire tailler les cheveux. En cela résidait le secret de sa force. Quand il

I'eut avoué à une femme qu'il aimait, assésée Dalila, celle-ci le tendit pendant son sommeil, et les Philistins s'emparèrent de lui, lui crevèrent les yeux, le chargeant de chaînes et l'emmenèrent dans une prison où ils lui firent tourner une meule. Le temps passa, les cheveux repoussaient, les forces revinrent. Un jour que tout le peuple était rassemblé pour un immense festin, Samson fut appelé pour qu'il lut devant eux. Ils le firent rester entre les deux principales colonnes qui soutenaient l'édifice. Lui, dit alors à l'enfant qui dirigeait ses pas : laisse-moi toucher les colonnes et m'appuyer sur elles, afin de me reposer un peu. Or, la maison était pleine d'hommes et de femmes, et il y avait tous les princes des Philistins. Et, sur le toit et sur la terrasse, environ trois mille personnes de l'un et de l'autre sexe. Invoquant le Seigneur et s'accrochant entre les deux colonnes, il les étira vigoureusement et l'édifice tomba sur tous les princes et sur tout le peuple qui était là. Il en tua beaucoup plus en mourant qu'il n'en avait tué auparavant pendant sa vie. Il fut enseveli, ayant jugé Israël pendant vingt ans.

Tous ces travaux d'Hérôme ne nous disent pas comment Samson « jugea » Israël. Il y a, sur la gestion des juges, une lacune regrettable qui ne nous permet pas de voir les moyens employés. Ces moyens ne purent être que des expédients. Les juges parurent au plus pressé, puis disparaissaient comme par une trappe. On a l'impression d'une période mal connue, sur laquelle l'historien sacré nous a conté des légendes laides de pouvoir dire autre chose. La seule idée qui s'en dégage et qu'on ne peut écarter, c'est que le Gouvernement du peuple par le peuple a été lamentable, que les chefs, nés du hasard, n'ont pas compris combien il était nécessaire qu'une autorité continuât de s'exercer après la leur pour ne jamais laisser vaciller la discipline « mais, en ce temps-là, il n'y avait pas de roi en Israël et chacun faisait ce qui lui semblait juste ». Conclusion qui met fin à la période démoctatique et qui va ouvrir l'ère de la royauté.

La vie de Samuel, dernier juge, sert de transition entre ces deux époques.

Samuel, prêtre du Dieu d'Israël, dut à ses talents prophétiques une renommée qui s'étendit dans tout le pays. Il se manifesta en un moment particulièrement grave où le peuple juif, battu par les Philistins, avait laissé l'Arche

saïnte aux mains de ces derniers. Ceux-ci la placèrent dans le temple de leur dieu Dagon. Les plus grands ennemis en rétablirent contre la statue de Dagon lui-même, et contre les habitants du pays, à tel point que ceux-ci demandèrent aux Juifs de reprendre l'Arche, car l'épouvante régnait dans les villes et les hommes qui ne mouraient pas étaient frappés d'une peste horrible.

Après avoir délivré son peuple de la servitude des Philistins, Samuel devint juge selon la coutume. Lorsqu'il est vieux, il se fit succéder par ses fils. Premier souci de pouvoir héréditaire. Mais ceux-ci reçurent des présents et pervertirent la justice et il résulta un grand mécontentement. Une délégation des anciens d'Israël vint dire à Samuel : « Voici que tu es vieux et que tes fils ne marchent pas dans tes voies. Établis-nous un roi comme en ont toutes les nations pour qu'il nous juge. » Cette requête déplut à Samuel mais le Seigneur lui conseilla d'accéder et de fier lui-même les droits du roi qui devait régner sur eux.

Vaincu de cette mise en demeure, Samuel fit un amas soignée biblique. Et il dit au peuple : « Voici quel sera le droit du roi qui vous commandera : il prendra vos fils et il les mettra sur ses chars, il en fera ses cavaliers et ils courront devant ses quadriges. Il les établira tribuns et centurions, laboureurs de ses champs, moissonneurs de ses blés et fabricants de ses armes et de ses chars. Il fera de vos filles ses portefaixes, ses cuisinières et ses boulangères. Il prendra vos champs et vos vignes et vos meilleurs plants d'oliviers et les donnera à ses serviteurs. Il vous fera payer la dîme de vos moissons et du revenu de vos vignes pour la donner à ses eunuques et à ses serviteurs. Il prendra aussi vos serviteurs et vos servantes et vos meilleurs jeunes gens et vos ânes et les fera travailler pour lui. Il décimera vos troupeaux et vous devrez le servir. Ce jour-là, vous crierez contre votre roi que vous vous serez choisi et ce jour-là, le Seigneur ne vous exaucera pas, parce que vous aurez demandé un roi. »

C'est exactement l'histoire des grenouilles de la fable : les Juifs ne voulurent rien entendre, et Samuel, ayant reçu conseil du Seigneur d'établir le roi demandé, renvoya chacun chez soi et s'occupa de la chose.

Après avoir servi de choc d'expérience à la république juive, la terre promise allait servir à l'expérience de la royauté.

Laurent VIGNER.

Lisez et faites lire

LES DOCUMENTS MAÇONNIQUES

N° spécimen contre 2 francs, 7, rue Saulnier, Paris.



C'est notre ami le Bouquinier, — un pseudo transparent pour les Amis de l'Institut — qui rendra compte, dans le « Cahier jaune », des livres traitant de la question juive ou s'y rapportant. Il le fera, comme toujours, en toute objectivité et s'efforcera de vous guider vers des lectures intéressantes et instructives. C'est dire que, s'il parlait très volontiers des auteurs actuels — ceux qui ont vraiment quelque chose à dire, — il fera également la part belle à l'œuvre des grands précurseurs qui surgissent à peine de l'oubli dans lequel Israël les avait plongés. (N.D.L.R.)

LE CLASSICISME DE CELINE. — LES ROTHSCHILD D'EDOUARD DEMACHY. — ACTUALITÉ, D'EDOUARD DRUMONT. — UN JEUNE VOUS PARLE : ANDRÉ CHAUMET. — QUELQUES LIVRES QUE LES « AMIS DE L'INSTITUT » CONNAISSAIENT BIEN

Où ! Encore une fois, je pioche sous les livres, le centre d'une tournée sur les quais. Ces bouquinistes sont d'un stoïcisme antique. Ni le froid, ni le vent, ni la pluie ne les empêchent d'ouvrir leurs boîtes, si pleines de trésors pour qui sait y fouiller. Et quelle consolation pour le bouquinier de savoir que, là-bas, des amis l'attendent tous les jours, des amis modestes mais sincères, cootés dans ces éventsures un peu éventées ! Quelle joie pour le chercheur !

Le bougeois, lui, il s'en fout. Ce qu'il veut, c'est garder son pognon, ses « Royal Dutch », ses privilèges, sa situation et le Logo où il se fait de si belles relations, celles qui nous relient au ministère. En définitive, il est juif, guérisseur d'est le juif qui a les ongles, qui a le plus beau visage dans son temple.

C'est Céline qui parle ainsi, dans « Les Beaux Draps » (Nouvelles Éditions Françaises, Paris). Céline, le visionnaire, Céline, le prophète qu'on ne lira jamais assez. C'est Céline, vous dis-je, dont la vérité s'apparente à celle de Rabelais, mais aussi à celle de nos plus grands classiques. Moins ni Voltaire n'auraient écrit quelques-unes de ses truculentes vérités.

Du « Voyage au bout de la Nuit », histoire d'une guerre, sous « Beaux Draps », histoire d'une autre guerre, en passant par « Bagatelles pour un Massacre », histoire d'une avant-guerre, Céline ne cesse de fusiller ces « messages qui nous ont fait tout de mal ».

POUR LES PETITS ENFANTS

On pourrait résumer — c'est un conseil que je donne à son fidèle éditeur, M. Denoël, qui a tout de même eu le courage de l'imprimer — quelques passages des livres de Céline en morceaux choisis à l'usage des écoles. Et les petits enfants de France, qui s'en servent comme livre de lecture ou livre d'histoire, apprendraient ainsi comment, durant plus de

vingt ans, une mafia de juifs, de frères (de la côte) trinitaires, de anges et d'autres malins, pesait sur les destinées de notre pays, nous menant aux abîmes.

Mais c'est aussi Céline le réel, et Céline le constructeur de la société future. Bordons est médecin, ne l'oublions pas, chirurgien même. Les dures opérations et les drogues amères doivent assaillir la guérison du malade. Cette guérison de la France, Céline sait qu'elle sera longue, mais certaine. « Faut recréer tout, écrit-il, alors parlait ! Mais il faut reconnaître tout de l'enfance, par l'enfance, pour tous les enfants ! »

Et de l'étrier Tégérien, de prêcher le culte de la famille, d'exalter les vertus foncières de notre race.

« Famille d'abord », nous dira le visionnaire. C'est ce que nous dit aussi le Maréchal Pétain. Et tout dernièrement, développant son programme, le chef de l'Etat précisait encore sa pensée. « La famille, le travail, le talent reprenant sa place, moins de mensonge, plus de bonté sous le bonhomme, plus de chômage. »

Céline, lui, nous sondeuse, écrivait dans « Les Beaux Draps » : « Au sort commun, pas de bêtise, pas de réproches, pas de punis ; dans la nation, la même race, pas de gâtés non plus, plus de petits maîtres, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus de données de la terre. C'est fini. »

Nous apprenons une bonne nouvelle : M. Denoël réédite « Bagatelles pour un Massacre ». Ces bagatelles étaient devenues introuvables en librairie. On ne les trouvait pas non plus sur les quais et ce n'est pas sur les quais que j'ai trouvé « Les Beaux Draps ».

UNE TRIZIÈME TRICHE D'ISRAËL : CELLE DES ROTHSCHILD

Par contre, j'y ai découvert deux des livres d'Edouard Demachy consacrés aux Rothschild. Cette histoire étonnante d'une tribu juive, boursière de documents et de faits insubstituable, méritait bien une réédition. Elle paraît, en 1935, chez l'éditeur, 15, rue Pergolèse, et, en dépit de la note : « En vente chez tous les libraires », j'imagine que son succès doit être limité.

Des livres sensibleries, convenant d'implacables vicieux, excitent le curieux de nos poteries ou ses courbes qui tentent alors la France entre leurs serres. Ils méritent une œuvre sous les moyens dont ils disposent — et quels, avec une fortune sensiblerie — pour minimiser la vente et pour ruiner l'auteur.

Une réédition rendrait hommage au cran d'Edouard Demachy. Actuellement, ce livre n'est pas inutile. Il apprendrait aux Français comment les Rothschild, conseillers,

franc-maçons, concussionnaires, criminels, avaient étayé leur scandaleuse fortune sur nos souffrances. « De l'or, de la bête, du sang », c'est la devise d'Iraël.

ÉTERNELLE JEUNESSE DES LIVRES DE DRUMONT...

C'est ainsi le titre d'un livre d'Edouard Drumont (E. Flammarion, éditeur) qui fait une timide apparition, non seulement chez les bouquinistes, mais encore chez les libraires. De même que « La France juive », ce livre — du Panama de l'antichrist, porte-t-il comme sous-titre — est toujours d'actualité. « Les Français, dit Drumont dans la préface, neurent peu à peu possession de tout ce qui leur a été enlevé. Ils supercroissent, car, depuis cent ans, ils ont été bernés, balotés, roulés par les Juifs de tout poil et de toute tribu. Ils ont bien envie de rentrer chez eux et de mettre dehors les parasites et les intrus ».

Ces phrases, vieilles d'un demi-siècle, ne paraissent-elles pas avoir été écrites en 1941 ?

O Drumont ! Polémur ! Tu connaissais non seulement les subtilités éternelles d'Iraël, mais tu savais aussi que notre race opposerait un jour, à l'Aspirine juive, dont tu avais prévu l'ampleur, toute la force de sa logique et tout le poids de sa séculaire civilisation.

« Cert, disait-il, à cette œuvre de déviance que je me suis fait, et j'ai comme un pressentiment que j'assistais de mon vivant au triomphe de mes idées. L'heure de la défective victoire n'est peut-être pas aussi éloignée qu'on le suppose. »

Mélie ! Drumont se trompait. L'heure de la victoire était proche, mais Dieu ne lui permettait point de la consacrer.

QUELQUES AUTRES LIVRES D'ACTUALITÉ

Un jeune écrivain, M. André Chammet, lui vient sous la main. Son livre « Les Juifs et nous » (Jean Renard, éditeur), est un prolongement de l'œuvre de Drumont. La critique l'a dit, et la critique a vu juste.

André Chammet s'appuie, lui aussi, sur des documents irréfutables. Il seste, néanmoins, volontairement objectif pour nous montrer la route suivie par Israël depuis Drumont, notamment la collusion des Juifs et des Soviets, l'essence spirituellement pure du bolchevisme.

Je voudrais encore — mais la place me manque — vous parler de quelques autres bons livres : « La Médecine et les Juifs » du docteur QUERQUOX, livre également bourré de faits et de documents ; « La Presse et les Juifs », de Lucien PÉRIEUX ; « Les Tribus du Cinéma et du Théâtre », de Lucien PÉRIEUX, tous livres édités par Denoël.

Ce sont là de précieux renforts. Ils nous constituent de splendides livres d'étude. Ils sont, je l'espère, entre les mains de tous les « Amis de l'Institut d'Étude des Questions Juives ».

Ils font vraiment la base d'une substantielle bibliothèque, consacrée aux problèmes les plus ardues de notre temps.

LE BOUQUINIER.

AUX ABONNÉS DU "CAHIER JAUNE"

ACTIVITÉ DE L'INSTITUT

Nous remercions les abonnés du « CAHIER JAUNE » que, par suite des difficultés à se procurer le papier nécessaire à l'édition de notre revue, un léger décalage se produit dans la parution de cette dernière. C'est ainsi que le n° 3 sera le numéro de février. Ceci ne change rien aux conventions d'abonnement, puisque chaque abonné pour un an recevra, de toute façon, douze numéros de « CAHIER JAUNE ».

Depuis la parution de notre dernier numéro (15 décembre), l'activité de l'INSTITUT d'ÉTUDES des QUESTIONS JUIVES ne s'est pas relâchée, grâce aux initiatives et à l'aide de son animateur, le capitaine PAUL SEZILLE — l'Exposition « LE JUIF ET LA FRANCE » a fermé ses portes le dimanche 11 janvier.

La foule était encore abondante au Palais Berlitz. Durant le dernier mois de l'Exposition, de nombreux conférenciers prirent de nouveaux et régulièrement la parole.

Citons, en passant : MM. Lucille, André Chammet, Duguet, Soudoumont, Viguier, etc. De grandes réunions et manifestations furent également organisées : une des plus brillantes fut celle de « l'Arbre de Noël », où de nombreux Juifs et un magnifique goûter furent offerts aux enfants des amis et sympathisants de l'Institut ; cette manifestation fut étonnamment par son caractère purement familial.

À l'occasion de la clôture de l'Exposition, l'Institut réunit une pléiade d'orateurs du Palais Berlitz. Prirent la parole :

MM. le commandant de vaisseau PAUL CHACK, président du Comité antibolchevique ; André CHAUMET, de « Paris-soir » ; DUGUET, de « Martin » ; M^{re} BRIDEAU ; M. MORGAN ; M. le docteur QUERQUOX ; le capitaine PAUL SEZILLE. La foule fut nombreuse et enthousiaste.

Depuis la fermeture de l'Exposition, l'Institut a entrepris une grande tâche : celle de faire connaître le grand problème juif dans la France entière.

L'Exposition « LE JUIF ET LA FRANCE » sera bientôt envoyée à Bordeaux, dirigée et organisée par les soins de l'Institut. Les brochures, les tracts, les œuvres diverses traitant de la grande question juive, sont expédiées en province régulièrement. Des groupes de jeunes gens qui sont venus vers nous, sont chargés de la distribution de tracts et brochures en banlieue et dans les réunions politiques.

Une bibliothèque (entrée libre) vient, de plus, d'être créée à l'Institut ; le lecteur peut se procurer en ouvrages traitant de la question juive dans tous les domaines, ou prendre sur place connaissance de ces documents.

De nombreux envois de livres et brochures ont été faits aux prisonniers de guerre. Le service de diffusion du « CAHIER JAUNE », particulièrement actif, commence à enregistrer d'excellents résultats. Le CAHIER JAUNE obtient, dès à présent, le meilleur accueil à Paris, en banlieue, en province.

5 février 1942.

POUR RENDRE A LA FRANCE SON AME ET SON VRAI VISAGE

Appel aux amis de l'Institut et à tous ceux de nos lecteurs
qui s'intéressent à la question juive, dont la solution sera
pour la France, le point capital de sa rénovation dans
l'ordre national, et lui donnera dans l'Europe et même dans
le monde la place qu'elle mérite.

AMIS ET LECTEURS.

Pour la première fois, je viens vous parler « argent ». Ce n'est pas sans un certain dégoût que j'écris ce mot, mais dans la lutte que nous avons entreprise, lutte acharnée, nous avons à combattre un ennemi, notre bien « ennemi » et non pas adversaire, qui, lui, possède l'argent dont il sait user et qui lui sert non seulement pour ses besoins personnels, mais dont il sait aussi user pour corrompre.

L'INSTITUT D'ETUDE DES QUESTIONS JUIVES et LE GROUPE DES AMIS ont vécu jusqu'à ce jour, après huit mois de lutte, très péniblement, mais leur action s'est intensifiée et il leur faut aujourd'hui plus que jamais continuer la marche en avant — piétiner serait régresser. Cette marche en avant nécessite votre concours à tous.

Je viens donc, pour une fois dans ma vie, faire appel à votre concours pécuniaire. Cet appel, je le fais du plus profond de mon cœur, car il nous faut vaincre, et pour vaincre, il nous faut les moyens de continuer le combat en face de cet ennemi formidablement outillé.

Je veux aussi que l'INSTITUT D'ETUDE DES QUESTIONS JUIVES et LE GROUPE DES AMIS vivent en pleine indépendance. Je désire que cet INSTITUT soit l'œuvre de Français et qu'eux seuls arrivent à la solution de la question juive. Notre secours doit venir de nous-mêmes, et c'est à nous de faire les sacrifices nécessaires pour sauver notre Patrie du péril juif dont nous avons fait le sautoir.

Que chacun se dise que c'est en participant effectivement à la lutte qu'il se salue lui-même.

Toutes les professions, tous les métiers ont intérêt à s'unir contre la plaie juive.

En conséquence, nous ouvrons aujourd'hui une sous-

cription, et nous vous invitons à faire tous vos efforts pour nous aider. La plus petite obole sera la bienvenue.

Nous nous adressons à votre cœur, à votre idéal, à votre ardent désir de lutter et à votre grande compassion. Votre effort ne sera pas vain. Nous savons que vous aimez la France, et c'est parce que vous l'aimez que vous voudrez la sauver du péril juif.

Je sais qu'il est dur de demander dans les temps actuels, un sacrifice de souffrances, mais celui que vous consentirez sera d'autant plus beau et plus noble, qu'il consistera par une privation passagère, à assurer un avenir meilleur. Pensez que de votre obole dépend le sort de la France, celui de vos familles, celui également de votre profession, de votre liberté, bref, tout ce que chaque individu doit concevoir de sa propre dignité.

Aidez-nous ! En nous aidant, c'est vous que vous aidez... et c'est la France que vous sauvez du plus grand fléau qui peut l'atteindre. Par votre geste, vous romprez l'esclavage juif, qui, demain, ne conquerra pas de vous servir.

Amis, lecteurs, sympathisants, aucune limitation possible, pensez que chez nos ennemis leur contrainte se donne contre nous ; en face de la leur, élevons la nôtre ! Et, dans ce geste d'amour et de solidarité, venez contribuer à redonner à notre belle France son vrai visage et son âme.

Adressez le montant de vos souscriptions, à notre compte chaque postal : SEZILLE PARIS 1222-13, ce qui réduira vos frais d'envoi.

Paul SEZILLE.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cherlier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire, Croix de Guerre
Deux fois blessé. Trois citations.

IMPRIMERIE SPÉCIALE DE L'INSTITUT D'ETUDE DES QUESTIONS JUIVES

21, RUE LA BOÉTIE - PARIS

Le Gérant : Paul Sezille.

LIBRAIRIE

Nous avons le plaisir d'informer nos lecteurs que nous venons d'ouvrir, dans notre immeuble, 21, rue La Boétie, une librairie spécialement destinée à la vente des ouvrages traitant de la question juive.

Il sera réuni, dans cette librairie, la plus forte documentation concernant cette importante question.

Catalogue franco sur demande.

Envoi des ouvrages franco Paris et province.

EXTRAIT DU CATALOGUE

La France juive, par E. DRUMONT.....	80.40	Les Juifs et nous, par A. CHAUMET et BEL- LANGIER.....	20. »
Bagatelles pour un massacre, par L.-F. CELINE.....	39. »	La juiverie, par Pierre MHEIS.....	5. »
Les beaux draps, par L.-F. CELINE.....	28. »	La Médecine et les Juifs, par le docteur QUERHOUX.....	10. »
Mea Culpa, par L.-F. CELINE.....	11.50	Les Juifs à travers Léon Blum, par L. VIGUER.....	12. »
La Presse et les Juifs, par PERUJEAN.....	10. »	Morceaux choisis, par GOBINEAU.....	32.90
Comment reconnaître le Juif, par MONTAN- DON.....	10. »	Quand Israël se venge, par LESCA.....	21.45
Un Ecrivain original : André Maurois, par AURIANT.....	12. »	Le Talmud, par SANTO.....	2. »
Les tribus du cinéma et du théâtre, par FERATET.....	10. »	Collection complète des brochures de l'Ins- titut (16 volumes).....	75. »

etc.

Aidez notre action en vous abonnant et en faisant abonner vos amis

(Détachez ou recopiez la formule suivante)

Je soussigné _____
demeurant à _____
déclare souscrire un abonnement de _____
à la revue mensuelle " LE CAHIER JAUNE " et payer pour cet abonnement la somme
de _____

A _____, le _____
Signature de l'Abonné :

Un an 30 francs.
Six mois 16 —

Abonnement de propagande 10 francs.
Abonnement de soutien 100 —

*Un bon de solidarité
ne se refuse pas*

SECOURS NATIONAL

ENTR'AIDE D'HIVER DU MARÉCHAL

Le N° 3 fr.